

Le lobby pro-israélien et la politique étrangère des USA

John J. Mearsheimer
Department of Political Science
University of Chicago

Stephen M. Walt
John F. Kennedy School of Government
Harvard University

Une version retravaillée et modifiée de ce document a été publiée dans la London Review of Books, Vol. 28, No. 6 (23 Mars 2006), et peut être consultée sur le site <http://www.lrb.co.uk>

La politique étrangère des USA influe sur les événements dans toutes les parties du Globe. Ce n'est nulle part plus vrai qu'au Moyen Orient, une région d'instabilité chronique et d'importance stratégique. Très récemment, la tentative de l'administration Bush de transformer cette région en une zone de démocratie a favorisé l'émergence d'une résistance insurrectionnelle en Irak, une poussée forte et mondiale des prix du pétrole, et des attentats terroristes à Madrid, Londres et Amman. Avec un tel enjeu¹ et autant de pays concernés, il est nécessaire de comprendre les forces qui dirigent la politique des USA au Moyen Orient.

L'intérêt national devrait constituer le premier objectif de la politique étrangère des USA. Depuis un certain nombre de décennies, cependant, et particulièrement depuis la guerre des 6 jours en 1967, la pièce centrale de cette politique concernant le Moyen Orient a été la relation avec Israël. Le soutien indéfectible à ce pays, combiné aux efforts pour répandre la démocratie dans cette région a enflammé l'opinion arabomusulmane et menace la sécurité de notre pays.

Cette situation n'a pas d'équivalent dans toute notre histoire politique. Pourquoi les USA ont-ils voulu mettre de côté leur propre sécurité pour privilégier les intérêts d'un autre état ? On pourrait supposer que le lien entre les deux pays est basé sur des intérêts stratégiques partagés, ou des impératifs moraux puissants ; mais comme on le verra plus loin, aucun de ces arguments ne tient pour expliquer le remarquable niveau de support matériel et diplomatique des USA envers Israël.

Au contraire, la poussée globale de la stratégie US dans cette région est due presque entièrement à des forces politiques internes, en premier lieu au « lobby juif ». D'autres groupes d'intérêt particuliers ont manœuvré pour infléchir cette politique étrangère dans le sens qu'ils souhaitaient, mais aucun lobby n'a manœuvré pour entraîner la politique étrangère aussi loin de ce que l'intérêt national laisserait supposer, tout en convaincant les américains que les USA et Israël ont des intérêts essentiellement identiques.

Dans les pages qui suivent, nous décrivons comment ce Lobby a pu accomplir cette prouesse, et comment ses activités ont façonné l'action de l'Amérique dans cette zone critique. Compte tenu de l'importance stratégique du Moyen Orient et de son impact potentiel sur d'autres régions, les américains - et les autres – doivent comprendre et affronter l'influence du Lobby sur la politique américaine.

Certains lecteurs trouveront cette analyse dérangeante, mais les faits rapportés ici ne sont pas sérieusement contestés parmi les spécialistes. En fait, notre apport repose fortement sur les travaux des intellectuels et journalistes israéliens, qui sont tout à fait crédibles dans leur éclairage² sur ces questions. Il repose aussi sur les preuves fournies par des organisations humanitaires internationales, israéliennes ou pas.

1 « with so much at stake » : avec un tel enjeu

2 « to shed light on » : éclairer, éclaircir (une question)

De même, nos affirmations sur le Lobby reposent sur les témoignages de membres du Lobby, aussi bien que de politiciens travaillant avec eux. Les lecteurs peuvent rejeter nos conclusions, bien entendu, mais les preuves sur lesquelles elles s'appuient sont incontestables.

Le grand bénéficiaire

Depuis la guerre d'octobre 1973, Washington a fourni à Israël un niveau d'aide très largement supérieur aux sommes fournies aux autres états : c'est le plus important bénéficiaire d'aide économique directe et d'assistance militaire depuis 1976 et le plus important globalement depuis la seconde guerre mondiale. L'aide directe totale à Israël se monte à largement plus de 140 milliards de dollars (valeur 2003) ; Israël reçoit environ 3 milliards \$ en aide directe chaque année, soit en gros un cinquième du budget d'aide extérieure des USA. Ramené au nombre d'habitants, les USA donnent à chaque israélien un subside d'environ 500 \$ par an : ces largesses sont particulièrement frappantes quand on réalise qu'Israël est maintenant un état industriel riche, avec un PIB par habitant équivalent à la Corée du Sud ou à l'Espagne.

Israël bénéficie en outre d'arrangements spéciaux avec Washington ; les autres pays reçoivent leur aide par trimestre, mais pour Israël c'est en totalité au début de chaque année fiscale, ce qui lui permet d'en tirer des intérêts supplémentaires. Il est exigé de la plupart des bénéficiaires d'assistance militaire qu'ils dépensent la totalité de leur aide auprès des USA, mais Israël peut employer environ 25 % de son pécule à soutenir sa propre industrie de Défense. C'est le seul pays qui n'a pas à rendre de comptes sur la façon de dépenser son aide, et donc il est à peu près impossible d'empêcher cet argent d'aller à des objectifs que les USA réprouvent, comme l'établissement de colonies en Cisjordanie.

Bien plus, les USA ont donné presque 3 milliards de dollars à Israël pour développer des systèmes d'armes tels que l'avion *Lavi*, dont le Pentagone ne voulait pas ou n'avait pas besoin, tout en lui donnant accès à la pointe de l'armement US comme les hélicoptères *Blackhawk* et les jets *F-16*.

Enfin, les USA ont donné accès à Israël à des informations qu'ils refusent à leurs alliés de l'OTAN, et a fermé les yeux sur l'acquisition de vecteurs nucléaires.

De plus, Washington apporte un soutien diplomatique fort à Israël. Depuis 1982, les USA ont bloqué 32 résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU critiquant Israël, un nombre supérieur au total des vétos des autres membres du Conseil de Sécurité ; ils bloquent aussi les efforts des états arabes pour mettre l'arsenal nucléaire israélien sur les tablettes de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique.

Les USA apportent aussi une aide militaire en temps de guerre, et se mettent aux côtés d'Israël pour négocier la paix. L'administration Nixon vint au secours d'Israël pendant la guerre d'Octobre et le protégea des menaces d'intervention de l'URSS. Washington fut intimement impliqué dans les négociations qui mirent fin à la guerre, et dans le long processus « pas à pas » qui suivit ; de même qu'il joua un rôle-clé dans les négociations qui précédèrent et suivirent les accords d'Oslo en 1993. Il y eut des frictions occasionnelles entre les officiels américains et israéliens dans les deux cas, mais les USA coordonnèrent étroitement leurs positions avec leurs partenaires et soutinrent fortement l'approche israélienne des négociations. De fait, un des participants américains à Camp David en 2000 dit plus tard « Beaucoup trop souvent, nous avons fonctionné (...) comme le conseil juridique d'Israël. »

Comme indiqué ci-dessous, les USA ont laissé à Israël toute latitude pour s'occuper des territoires occupés

(la Cisjordanie et Gaza), même quand les actions étaient à l'opposé de la politique américaine officielle. Qui plus est, la politique ambitieuse de l'administration Bush pour transformer le Moyen Orient - à commencer par l'invasion de l'Irak - est au moins partiellement orientée pour renforcer la situation stratégique d'Israël. A part les alliances en temps de guerre, il est difficile de trouver un autre exemple d'un pays en ayant aidé un autre, matériellement et diplomatiquement, à un tel niveau et pour une si longue période. Cette aide des USA à Israël est, en un mot, unique !

Cette générosité extraordinaire pourrait se justifier si Israël était une possession stratégique vitale ou s'il se trouvait un impératif moral fort pour ce soutien américain. Mais aucun des deux arguments ne convainc.

Une responsabilité stratégique

Selon le site Web de l'AIPAC (America-Israel Public Affairs Committee : Comité Américano-Israélien pour les Affaires Publiques), « les USA et Israël ont formé un partenariat unique pour affronter les menaces stratégiques au Moyen-Orient (...) ; cet effort commun apporte des bénéfices significatifs pour les deux pays. ». Cette affirmation, qui sonne comme un acte de foi parmi les partisans d'Israël, est reprise en boucle par les politiciens israéliens et les américains pro-israéliens.

Israël peut avoir été un atout stratégique pendant la Guerre Froide. En jouant le rôle de mandataire des USA après la Guerre des 6 jours de 1967, Israël a aidé à contenir l'expansion soviétique dans la région et a infligé des défaites humiliantes aux alliés de l'URSS comme la Syrie et l'Egypte ; en outre il a accessoirement aidé à protéger des alliés des USA comme le roi de Jordanie, et ses prouesses militaires ont forcé Moscou à dépenser plus pour supporter ses clients en difficulté. Enfin des renseignements utiles ont pu être fournis aux USA par les israéliens sur les capacités des soviétiques.

L'intérêt stratégique d'Israël durant cette période ne doit cependant pas être exagéré. Soutenir Israël n'était pas bon marché, et a compliqué les relations des USA avec le monde arabe. Par exemple, la décision de donner 2,2 milliards de \$ d'aide militaire urgente pendant la guerre d'Octobre provoqua un embargo de l'OPEP sur le pétrole qui causa des dommages considérables aux économies occidentales. De plus, les militaires israéliens ne purent pas protéger les intérêts américains dans la région : ainsi, les USA n'ont pu s'appuyer sur Israël quand la révolution iranienne en 1979 a suscité des craintes sur la sécurité des approvisionnements en pétrole dans le golfe Persique, et ont dû créer leur « Force Rapide de Déploiement ».

Même si Israël était un atout stratégique pendant la Guerre Froide, la première guerre du Golfe (1990-1991) a montré qu'il devenait un fardeau stratégique. Les USA ne pouvaient pas utiliser les bases israéliennes pendant cette guerre sans rompre la coalition anti-Irak, et devaient détourner des moyens (exemple les missiles Patriot) pour empêcher Tel-Aviv de faire quoi que ce soit à l'encontre de l'alliance anti-Saddam. L'histoire se répéta en 2003 : bien qu'Israël aié été très désireux que les USA attaquent l'Irak, ces derniers ne pouvaient pas lui demander d'aide sans déclencher l'opposition des Arabes. Ainsi Israël resta sur la touche une fois de plus ...

A partir des années 1990, et surtout après le 11 septembre 2001, le soutien à Israël a été justifié par l'affirmation que les deux pays sont menacés par des groupes terroristes d'origine islamique radicale, et par un ensemble d' « états voyous » qui soutiennent ces groupes et recherchent le **WMD** (??). Cette logique implique que les USA laissent à Israël les mains libres vis à vis des Palestiniens, et ne lui demandent pas de faire des concessions, jusqu'à ce que tous les terroristes palestiniens soient en prison ou tués. Cela implique aussi de s'opposer à l'Iran des Mollahs, la Syrie de Bachar El Assad, et l'Irak de Saddam Hussein ! Israël est

ainsi vu comme un allié crucial dans la guerre contre le terrorisme, car ses ennemis sont ceux de l'Amérique.

Cette nouvelle logique semble tenir debout, mais Israël est en fait une gêne dans la guerre à la terreur et dans l'effort pour affronter les états-voyous.

Tout d'abord³, le « terrorisme » est une tactique employée par tout un tas de groupes politiques, certainement pas un adversaire unique et homogène. Les organisations qui menacent Israël (Le Hamas, le Hezbollah) ne menacent pas les USA, sauf quand ils interviennent contre eux (cf le Liban en 1982). De plus, ces groupes palestiniens ne pratiquent pas une violence aveugle contre Israël ou l'Occident ; c'est essentiellement une réponse à l'obstination d'Israël pour établir des colonies en Cisjordanie et à Gaza.

Plus important : Israël et les USA sont unis par une menace commune, soit, mais la raison qui est là derrière, c'est que si les USA ont un problème de terrorisme, c'est en grande partie parce qu'ils sont proches alliés d'Israël, et non pas l'inverse.

L'aide des USA à Israël n'est pas la seule source du terrorisme anti-américain, mais c'en est une importante, et ça rend plus difficile de gagner cette guerre contre la terreur. Il ne fait aucun doute, par exemple, que plusieurs figures d'Al Qaida, Ben Laden inclus, sont motivés par la présence d'Israël à Jérusalem, et la détresse⁴ des Palestiniens. Selon la commission sur le 11 septembre, Ben Laden aspirait clairement à punir les USA pour leur politique au Moyen Orient, y compris l'assistance à Israël, et il a même essayé de mettre ce point en lumière en utilisant le calendrier.

Egalement important, le support inconditionnel à Israël rend plus aisé à des extrémistes comme Ben Laden de rallier le soutien populaire et de recruter. Des sondages publics montrent que les populations arabes sont profondément hostiles au soutien américain à Israël ; et le Groupe de Travail du Département d'Etat pour la diplomatie envers le monde arabo-musulman a trouvé que « les citoyens de ces pays sont viscéralement malades de la détresse des Palestiniens et de ce qu'ils perçoivent du rôle que jouent les USA ».

Quant aux soit-disant états voyous au Moyen-Orient, ils ne représentent pas une menace terrible contre les intérêts vitaux des USA, sauf contre l'engagement envers Israël lui-même. Bien que les Etats-Unis aient un certain nombre de désaccords avec ces régimes, Washington ne serait pas aussi inquiet à propos de l'Iran, de l'Irak Baassiste, ou de la Syrie s'il n'était pas étroitement lié à Tel-Aviv. Quand bien même ces états se doteraient de l'armes nucléaire - ce qui objectivement n'est pas souhaitable ! - ce ne serait pas un désastre ; ni Les USA ni Israël ne pourraient être sujets au chantage de la part d'un « voyou nucléaire », parce que ce maître-chanteur ne pourrait exécuter sa menace sans encourir des représailles écrasantes.

Le danger d'une « passation nucléaire » à des terroristes est également inconsistent, car l'état-voyou qui s'y risquerait ne pourrait pas être sûr du secret du transfert, ni qu'une punition ultérieure ne lui soit pas infligée.

Bien plus, la relation des USA avec Israël rend en fait les rapports avec ces états plus tendus. L'arsenal nucléaire israélien est une des raisons qui motive la volonté de ses voisins d'en disposer, et menacer ces derniers d'un changement de régime avive encore ce désir.

Israël n'est déjà pas vraiment un atout quand les Etats-Unis réfléchissent à l'usage de la force contre ces pays, car cet allié ne peut pas participer à l'action. En bref, considérer Israël comme l'allié le plus important dans la campagne contre le terrorisme et les régimes associés au Moyen-Orient exagère à la fois

3 « to begin with, » : pour commencer ...

4 « plight » : situation désespérée

5 « dire » : sinistre, terrible

la capacité d'Israël à s'y impliquer et ignore combien les orientations politiques de ce pays rendent la tâche plus ardue.

Un soutien aveugle à Israël affaiblit aussi la position américaine en dehors du Moyen-Orient. Les élites étrangères voient de manière cohérente les USA comme des supporters excessifs d'Israël, et trouvent que leur indulgence vis à vis de la répression israélienne dans les Territoires Occupés est moralement obtuse, et constitue un handicap dans la lutte contre le terrorisme. En avril 2004, par exemple, 52 anciens diplomates britanniques ont envoyé au Premier Ministre Tony Blair une lettre exprimant que le conflit israélo-palestinien avait « empoisonné » les relations entre l'Occident et le monde arabo-islamique, et mettant en garde sur le fait que les politiques de Bush et d'Ariel Sharon étaient « unilatérales et illégales ».

Une dernière raison pour s'interroger sur la valeur stratégique d'Israël est qu'il n'agit pas comme un allié loyal. Les officiels israéliens ignorent fréquemment les requêtes américaines et renient les accords passés avec les dirigeants des USA (y compris dans le passé les promesses pour arrêter l'implantation des colonies et freiner les « assassinats ciblés » de leaders palestiniens). Qui plus est, Israël a révélé des secrets techniques américains sensibles à des rivaux potentiels des USA comme la Chine, ce en quoi l'Inspecteur Général pour le Département d'Etat voit « un ensemble systématique et croissant de transferts non autorisés ».

Selon le Bureau Général US de Comptabilité, « de tous nos alliés, Israël mène les opérations d'espionnage les plus agressives contre les USA. ». Outre le cas de Jonathan Pollard, qui livra à Tel Aviv de grandes quantités d'informations classées au début des années 80 (il se dit qu'Israël en fit profiter la Russie pour disposer de plus de visas d'émigration pour les juifs soviétiques), une nouvelle controverse éclata en 2004 quant il fut révélé qu'un personnage-clé du Pentagone (Larry Franklin) avait passé des informations secrètes à un diplomate israélien, aidé paraît-il par deux officiels de l'AIPAC. Israël n'est certainement pas le seul pays à espionner les USA, mais sa volonté d'espionner son principal bailleur crée des doutes supplémentaires sur sa valeur stratégique.

Un problème moral en diminution (« a dwindling moral case »)

A part sa supposée valeur stratégique, les supporters d'Israël soutiennent qu'il mérite un soutien sans réserve de la part des USA car ...

1. Il est faible et entouré d'ennemis,
2. c'est une démocratie, donc la forme de gouvernement à privilégier,
3. le peuple juif a eu à souffrir des crimes passés et mérite donc un traitement de faveur,
4. La conduite d'Israël a été moralement supérieure au comportement de ses adversaires.

A y regarder de près, cependant, chacun de ces arguments est creux. Il y a une forte exigence morale pour supporter l'existence d'Israël, mais celle-ci n'est pas menacée. Et vue objectivement, la conduite passée et présente de ce pays ne montre pas de base morale pour le privilégier vis à vis des Palestiniens.

Soutenir le faible⁶ ?

Israël est souvent décrit comme faible et assiégé, un David évidemment juif encerclé par un Goliath arabe hostile. Cette image a été soigneusement construite par les leaders israéliens et les sympathisants, mais l'image opposée est plus près de la vérité. Contrairement aux idées reçues, les Sionistes avaient des forces supérieures, mieux équipées et mieux dirigées pendant la guerre d'Indépendance en 1947-49, et les Forces Israéliennes de Défense (FID) ont remporté des victoires rapides et faciles en 1956, et contre l'Egypte, la Jordanie et la Syrie en 1967 – avant qu'une aide américaine de grande ampleur arrive. Ces victoires démontrent éloquentement le patriotisme israélien, les capacités d'organisation et les prouesses militaires, mais révèlent aussi qu'Israël était loin d'être sans défense, même à ses tout débuts.

De nos jours, ce pays est la puissance militaire dominante du Moyen-Orient. Ses forces

6 « underdog » : laissé pour compte, le « loser »

conventionnelles sont très supérieures à celles de ses voisins, et c'est le seul pays de cette région disposant de l'arme nucléaire. L'Égypte et la Jordanie ont signé avec lui des traités de paix, et l'Arabie Saoudite a proposé de faire de même. La Syrie a perdu son protecteur soviétique, l'Irak est très affaibli par trois guerres désastreuses, et l'Iran est à des centaines de kilomètres. Les Palestiniens ont à peine une police qui fonctionne ... y a-t-il une force militaire capable de menacer Israël ? (« *let alone a military that could threaten Israel* ? »). Selon une évaluation faite en 2005 par le prestigieux Jaffa Center for Strategic Studies de l'Université de Tel-Aviv, l'équilibre stratégique favorise décidément Israël, qui a continué de creuser le fossé qualitatif entre ses propres capacités militaires et ses pouvoirs de dissuasion, et ceux de ses voisins. Si soutenir le faible est une logique impérieuse, les USA devraient plutôt aider les opposants à Israël.

Venir en aide à une démocratie amie ?

Le soutien américain est souvent justifié par l'affirmation qu'Israël est une démocratie amie entourée de régimes dictatoriaux hostiles. Cette logique semble convaincante, mais ne justifie pas le niveau actuel de l'aide américaine à ce pays. Après tout, il existe de nombreuses démocraties de par le monde, dont aucune ne reçoit les aides somptueuses dont bénéficie Israël. Les USA ont renversé des gouvernements démocratiques par le passé et soutenu des dictateurs quand c'était supposé aller dans leur intérêt, et entretiennent d'ailleurs d'excellentes relations avec certaines dictatures. Ainsi, le fait d'être une démocratie ne justifie ni n'explique le soutien à Israël.

La logique de la « démocratie partagée » est aussi battue en brèche par des aspects du modèle israélien qui tranchent avec les valeurs américaines de base. Les USA sont un régime libéral où les individus de toute race, religion ou culture sont supposés bénéficier de droits égaux. En revanche, Israël se définit comme un état juif et la citoyenneté est basée sur les liens du sang. Étant donné cette conception, il n'est pas surprenant que les 1,3 millions d'arabes israéliens soient traités comme citoyens de seconde classe, ou qu'une récente commission du gouvernement de Tel-Aviv ait trouvé que son pays se conduit « de manière négligente et discriminatoire » à leur égard.

De même, dans ce pays il n'est pas permis aux Palestiniens qui épousent des citoyens israéliens d'acquiescer cette citoyenneté, et cela ne les autorise pas à vivre en Israël. L'organisation juive des Droits de l'Homme *B'tselem* appelle cela « une loi raciste qui détermine qui peut vivre ici selon des critères raciaux ». De telles lois peuvent être perçues comme dans la logique des fondements d'Israël, mais ne sont pas cohérentes avec l'image de la démocratie que se fait l'Amérique.

Le statut démocratique d'Israël pâlit aussi de son refus d'accorder aux Palestiniens un état viable par lui-même. Il contrôle les vies d'environ 3,8 millions de Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, tout en colonisant des terres sur lesquelles les Palestiniens ont résidé depuis longtemps. L'état juif est démocratique sur le plan formel, mais il refuse aux millions de Palestiniens qui sont sous son contrôle des droits démocratiques de base ; ceci affaiblit la logique de « démocratie partagée ».

Compensation pour les crimes passés

Une troisième justification morale réside dans l'histoire des juifs persécutés en Europe de l'Ouest, notamment le génocide de la Seconde guerre mondiale. Du fait que les juifs ont été maltraités pendant des siècles et ne pouvaient être en sécurité que dans une patrie juive, beaucoup croient qu'Israël mérite de la part des USA un traitement de faveur.

Il ne fait pas de doute que les juifs ont beaucoup souffert de l'héritage du détestable anti-sémitisme, et que la création d'Israël était une réponse adéquate à une longue suite de crimes. Cette histoire, comme on l'a noté, justifie un soutien fort à l'existence de cet état. Mais cette création d'état s'est accompagnée de crimes supplémentaires contre une tierce partie largement innocente : les Palestiniens.

L'histoire de ces événements est bien connue. Quand le sionisme politique débuta dans la ferveur à la fin du 19^{ème} siècle, il y avait seulement quelque 15.000 juifs en Palestine. En 1893, par exemple, les arabes formaient environ 95 % de la population, et bien que sous contrôle de l'empire Ottoman, ils avaient toujours été en possession de ce sol pendant 1.300 ans. Même à la fondation d'Israël, les juifs formaient à peu près 35 % de la population de la Palestine et possédaient 7 % des terres.

Le courant sioniste majoritaire n'était pas favorable à l'établissement d'un état bi-national, ou validant une partition permanente de la Palestine. Les leaders semblaient vouloir accepter une partition comme première étape, mais c'était une manœuvre tactique, pas leur véritable objectif. Comme le disait David Ben-

Gourion à la fin des années 1930, « après la formation d'une armée importante dès l'émergence de l'état, nous supprimerons la partition et nous établirons sur toute la Palestine ».

Pour atteindre ce but, les sionistes devaient expulser un grand nombre d'arabes du territoire qui devait devenir finalement Israël ; il n'y avait tout bonnement pas d'autre moyen d'y arriver. Ben-Gourion vit clairement le problème, qui écrivait en 1941 qu'« il est impossible d'imaginer l'évacuation [de la population arabe] sans coercition, et une coercition brutale ». Ou, comme l'historien juif Ben Morris le formule, « l'idée du transfert est aussi vieille que le sionisme actuel, et a accompagné son évolution et sa pratique durant le siècle passé ».

Cette occasion vint en 1947-48, quand les forces juives poussèrent jusqu'à 700.000 palestiniens à l'exil. Les officiels israéliens ont longtemps affirmé que les arabes fuirent parce que leurs leaders leur disaient de le faire, mais des études attentives (en grande partie grâce aux historiens israéliens comme Morris) ont démolé ce mythe. En fait, la plupart des leaders palestiniens encourageaient les habitants à rester, mais ceux-ci furent amenés à fuir, de peur de mort violente du fait des forces sionistes. Après la guerre, Israël barra aux exilés la route du retour.

Le fait que la création d'Israël entraîne un crime contre le peuple palestinien était bien compris des leaders sionistes. Comme le disait Ben-Gourion à Nahum Goldman, président du Congrès Juif Mondial, « Si j'étais un leader arabe je ne ferais jamais la paix avec Israël. C'est naturel : nous avons pris leur terre (...) Nous venons de cette même terre, mais c'était il y a 2000 ans, et qu'est-ce que ça représente pour eux ? Il y a eu l'anti-sémitisme, les nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce leur faute ? Ils ne voient qu'une chose : nous sommes venus ici et leur avons volé leur terre. Pourquoi l'accepteraient-ils ? »

Depuis, les leaders israéliens ont constamment essayé de nier les ambitions nationales palestiniennes. La Première Ministre Golda Meir faisait cette remarque fameuse : « un palestinien ? Il n'existe rien de tel », et même le Premier Ministre Yitzhak Rabin, qui signa les accords d'Oslo en 1993, ne s'est pas moins opposé à la création d'un état palestinien au plein sens du terme⁷.

La pression de la violence extrémiste et l'accroissement de la population arabe a forcé par la suite les dirigeants israéliens à se désengager de quelques uns des territoires occupés et à explorer des compromis territoriaux, mais aucun gouvernement israélien n'a voulu offrir aux Palestiniens un état viable en tant que tel. Même l'offre prétendument⁸ généreuse du Premier Ministre Ehud Barak à Camp David en Juillet 2000 aurait octroyé aux Palestiniens un ensemble désarmé et démembré de « bantoustans » sous le contrôle *de facto* des israéliens.

Les crimes de l'Europe contre les juifs apportent une claire justification morale à l'existence d'Israël. Ceci étant, sa survie n'est pas en doute - même si quelques islamistes enragés font des références outrageuses et irréalistes à sa « suppression de la carte » - et l'histoire tragique de ce peuple n'oblige pas les USA à aider ce pays aveuglément et quoi qu'il fasse aujourd'hui.

Israéliens vertueux contre mauvais Arabes

L'argument moral décisif décrit Israël comme un pays qui a rêvé de paix à chaque étape, et a montré beaucoup de retenue, même sous la provocation. Par contraste, les arabes sont réputés avoir agi avec beaucoup de vilénie. Cette fable – inlassablement reprise par les dirigeants sionistes et leurs supporters américains comme Alan Dershowitz – est pourtant un autre mythe. Si l'on observe le comportement actuel, les actions d'Israël ne sont pas moralement différentes de celles de ses opposants.

Les historiens israéliens montrent que les premiers sionistes étaient tout sauf bienveillants vis à vis des arabes palestiniens. Ces habitants arabes ont résisté aux empiètements sionistes, ce qui n'est guère surprenant sachant que lesdits sionistes essayaient de créer leur propre état sur les terres arabes. Les sionistes ont répliqué vigoureusement, et aucun des adversaires ne l'emporte au plan moral à cette époque. Ces mêmes historiens révèlent que la création d'Israël en 1947-48 a impliqué de la part des sionistes des actions de « nettoyage ethnique », y compris exécutions, massacres, et viols.

Par la suite, la conduite des israéliens envers leurs adversaires arabes et leurs sujets palestiniens a souvent été brutale, démentant donc toute affirmation de conduite moralement supérieure. Entre 1949 et 1956, par exemple, les forces de sécurité du pays ont tué entre 2.700 et 5.000 arabes infiltrés, dont l'écrasante majorité n'était pas armée. L'armée a conduit de nombreux raids trans-frontaliers contre ses voisins au début

7 « full fledged » : totalement emplumé !!! (tout habillé ?)

8 « purportedly » (to purport : prétendre # to pretend : faire semblant)

des années 1950, et bien que ces actions aient été présentées comme défensives, elles faisaient en fait partie d'un effort plus large pour agrandir les frontières du pays. Cette ambition expansionniste (expansionniste ?) conduisit d'ailleurs les Israéliens à se joindre aux Britanniques et aux Français pour attaquer l'Égypte en 1956, et ils ne se retirèrent des terres conquises qu'en face d'une très forte pression américaine.

L'armée a également supprimé des centaines de prisonniers de guerre égyptiens durant les deux guerres de 1956 et 1967. À l'issue du deuxième conflit, ce furent entre 100.000 et 260.000 Palestiniens de la Cisjordanie nouvellement conquise qui furent expulsés, ainsi que 80.000 Syriens du plateau du Golan. Mentionnons aussi la complicité dans le massacre de 700 réfugiés Palestiniens innocents des camps de Sabra et Shatila, suite à l'invasion du Liban en 1982 ; une commission d'enquête israélienne conclut à la « responsabilité personnelle » du ministre de la Défense Ariel Sharon dans ces atrocités.

Des militaires israéliens ont torturé de nombreux prisonniers Palestiniens, systématiquement humilié et dérangé les civils arabes, et usé de la force sans aucun discernement contre eux à de nombreuses reprises. Durant la première Intifada (1987-91) par exemple, l'armée a distribué des matraques à ses hommes, les encourageant à briser les os des protestataires. L'organisation suédoise « Save the Children » estimait que « entre 23.600 et 29.900 enfants ont nécessité des traitements médicaux du fait de leurs blessures pendant les deux premières années de l'Intifada, dont presque un tiers présentaient des fractures. Et presque un tiers des enfants matraqués avaient 10 ans ou moins ».

La réponse d'Israël à la seconde Intifada (2000-2005) a été encore plus violente, amenant *Ha'aretz* à déclarer que « l'armée (...) devient une machine à tuer dont l'efficacité est impressionnante, voire choquante ». Cette armée a tiré un million de balles dans les premiers jours du soulèvement, ce qui est bien loin d'une réponse mesurée ! Depuis, le rapport de Palestiniens / Israéliens tués s'établit à 3,4, la majorité des premiers étant d'innocents passants ; si l'on ne tient compte que des enfants, c'est un rapport encore plus fort, soit 5,7. Les forces israéliennes ont aussi tué plusieurs activistes pacifistes étrangers, dont une américaine de 23 ans, écrasée par un bulldozer en Mars 2003.

Ces faits à propos de la conduite d'Israël ont été amplement documentés par de nombreuses ONG – dont des groupes israéliens de premier plan – et ne sont pas contestés par les observateurs impartiaux. Et c'est pourquoi quatre anciens officiels du *Shin Beth* (l'organisme chargé de la sécurité interne du pays) ont condamné le comportement de leur pays face à la seconde Intifade en Novembre 2003. L'un d'eux déclarait « Nous sommes en train de nous comporter honteusement » ; un autre en parlait comme « manifestement immoral ».

Mais Israël n'est-il pas fondé à **tout** faire pour protéger ses citoyens ? Cet unique démon du terrorisme ne justifie-t-il pas un soutien constant des USA, même si la riposte est souvent dure ? En fait, cet argument ne donne pas une justification morale impérieuse non plus. Les Palestiniens ont usé du terrorisme contre l'occupant juif, et leurs initiatives d'attaquer des civils innocents sont mauvaises. Ce comportement n'est cependant pas surprenant, car les Palestiniens pensent qu'il n'y a pas d'autre moyen pour obtenir des concessions. Comme l'admettait l'ancien Premier Ministre Ehud Barak, s'il était né Palestinien, « il aurait adhéré à une organisation terroriste ».

Finalement, n'oublions pas que les sionistes ont eux aussi usé du terrorisme quand ils étaient dans une position similaire de faiblesse, essayant de fonder leur propre état. Entre 1944 et 1947, plusieurs groupes sionistes ont usé des bombes et du terrorisme pour chasser les Britanniques de la région, tuant de ce fait de nombreux civils innocents. Ces terroristes juifs ont aussi assassiné en 1948 le médiateur de l'ONU, le comte Folke Bernadotte, car ils ne voulaient pas de sa proposition pour faire de Jérusalem une ville internationale. Et les initiateurs de ce crime n'étaient pas des individus isolés : les chefs du complot ont été finalement amnistiés par le gouvernement israélien et l'un d'eux fut élu à la Knesset.

Un autre leader terroriste, qui approuvait ce crime mais ne fut pas jugé, était un futur Premier Ministre, en la personne de Yitzhak Shamir. De fait, Shamir a ouvertement déclaré que « ni l'éthique juive, ni la tradition juive ne condamnent le terrorisme comme moyen de combattre ». Au contraire, le terrorisme avait « un grand rôle à jouer dans notre guerre contre l'occupant [La Grande-Bretagne] ». Si donc le terrorisme palestinien est aujourd'hui répréhensible, il en est de même pour l'usage qu'Israël en faisait dans le passé, et on ne peut justifier le soutien américain à ce pays sur la base que sa conduite passée était moralement supérieure.

Israël n'a peut-être pas agi de manière pire que bien d'autres pays, mais clairement il n'a pas agi mieux ! Et si aucun argument stratégique ou moral ne justifie ce soutien des USA à ce pays, comment alors

l'expliquer ?

Le lobby pro-israélien

L'explication tient dans la puissance sans rivale du lobby pro-israélien. Si ce lobby n'avait pas les moyens de manipuler le système politique américain, les relations entre Israël et les USA seraient beaucoup moins intimes qu'elles ne sont de nos jours.

Ce lobby, qu'est-ce ?

On écrira ensuite « **Le Lobby** » par commodité pour désigner cette coalition vague d'individus et d'organisations qui travaillent activement à modeler la politique extérieure des USA dans un sens favorable à Israël. L'emploi de ce raccourci ne signifie pas que Le Lobby est un mouvement unifié doté d'une direction centrale, ou qu'aucun individu dans cette coalition n'est en désaccord sur tel ou tel point.

Le coeur du Lobby est formé de juifs américains qui font un effort significatif dans leur quotidien pour promouvoir les intérêts d'Israël dans la politique étrangère américaine. Ces activités vont au delà de votes pour des candidats pro-israéliens, et incluent l'envoi de lettres, des aides financières, et du soutien aux organisations sionistes. Mais tous les juifs américains ne sont pas dans Le Lobby, car Israël n'est pas une question saillante pour beaucoup d'entre eux. Dans une étude de 2004, par exemple, environ 36 % des juifs américains déclaraient « ne pas être très » ou « pas du tout » attachés sentimentalement à Israël.

Les juifs américains divergent aussi sur des points particuliers de la politique israélienne. De nombreuses organisations-clés du Lobby, comme l'AIPAC et la CPMJO (Conference of Presidents of Major Jewish Organizations) sont menées par des durs qui ont généralement soutenu la politique expansionniste du parti du *Likoud*, y compris son hostilité au processus de paix d'Oslo. La masse des juifs américains, en revanche, est plus favorable à ce que soient faites des concessions aux Palestiniens ; il existe enfin quelques groupes – comme Jewish Voice for Peace - qui encouragent fortement cette approche. Malgré ces différences, modérés comme radicaux sont pour un soutien inébranlable des USA à Israël.

Les leaders juifs américains se concertent fréquemment – rien d'étonnant à cela – avec les officiels israéliens, pour mieux influencer sur les USA. Comme l'écrivait un des activistes d'une des plus importantes organisations juives, « c'est couramment que nous nous disons : voilà notre point de vue sur telle ou telle question, mais voyons ce qu'en pensent les Israéliens ... en tant que communauté, c'est notre démarche constante ». Il y a aussi une forte retenue contre toute critique de la politique israélienne, et les leaders de ces organisations judéo-américaines n'admettent que rarement de mettre la pression sur Israël.

Ainsi, Edgar Bronfman Sr, président du Congrès Juif Mondial (CJM), fut accusé de perfidie quand il écrivit au président Bush à la mi-2003 pour le presser d'agir sur Israël afin qu'il freine la construction de sa discutable « barrière de sécurité ». Les critiques jugeaient qu'il serait obscène, quoi qu'il arrive, que le président du CJM intervienne auprès du président des USA pour qu'il s'oppose aux initiatives du gouvernement israélien !!

De même, lorsque Seymour Reich, président du Forum sur la Politique Israélienne – IPF, Israel Policy Forum - s'adressa en Novembre 2005 à la Secrétaire d'Etat Condoleezza Rice pour qu'elle obtienne des Israéliens la réouverture d'un poste-frontière vital vers la Bande de Gaza, des critiques s'élevèrent pour parler de « comportement irresponsable » et déclarer qu'« il n'y a absolument aucune place dans le mouvement juif pour s'activer à contrecarrer la politique de sécurité (...) d'Israël ». Contraint de reculer, Reich déclara que le mot « pression » n'entraînait pas dans son vocabulaire s'agissant d'Israël ».

Les juifs américains ont monté un impressionnant réseau d'organisations pour influencer sur la politique étrangère de leur pays, l'AIPAC étant la plus puissante et la mieux connue. En 1997, le magazine Fortune demandait aux membres du Congrès et à leurs collaborateurs de citer les lobbys les plus influents à Washington : AIPAC arrivait second derrière l'AARP – Association Américaine des Retraités – mais devant des poids-lourds comme AFL-CIO (syndicats) et le lobby des armes, la NRA – National Rifle Association. Une étude du *National Journal* de Mars 2005 arrivait à une conclusion similaire, avec AIPAC second (toujours avec AARP) dans ce qu'elle appelait « le classement du muscle à Washington ».

Le Lobby compte aussi des chrétiens évangélistes influents comme Gary Bauer, Jerry Falwel, Ralph Reed et Pat Robertson, tout comme Dick Armey et Tom DeLay, anciens⁹ leaders de la majorité à la Chambre des Représentants. Ces gens-là pensent que la renaissance d'Israël fait partie des prophéties bibliques [processus menant au retour du Messie], soutiennent son action expansionniste, et estiment que faire pression sur lui contrarie la volonté divine. Enfin, les membres du Lobby sont aussi des Gentils¹⁰ néo-conservateurs comme John Bolton, ambassadeur des USA à l'ONU, le dernier éditorialiste du Wall Street Journal Robert Bartley, l'ancien Secrétaire à l'Education William Bennett, l'ancienne ambassadrice à l'ONU Jeanne Kirkpatrick, et le chroniqueur George Will.

Les sources de pouvoir

Les USA ont un gouvernement divisé, qui offre bien des voies pour influencer sur les processus politiques. Résultat, les groupes d'intérêt peuvent intervenir de nombreuses façons – en circonvenant les élus et les membres de l'exécutif, en intervenant dans des campagnes, en votant, bien sûr, en travaillant l'opinion publique etc...

Qui plus est, des groupes d'intérêt particuliers jouissent d'un pouvoir disproportionné quand ils sont centrés sur un point précis dont la masse de la population se désintéresse. Les politiciens vont alors tendre l'oreille à ceux qui s'intéressent à cette question, même peu nombreux, sachant que la masse des citoyens ne les gênera pas.

Le pouvoir du Lobby vient de sa capacité à jouer, sans contrepartie, des groupes d'intérêt politiques. Dans ses actions de base, rien de différent des groupes d'intérêt comme le lobby des fermiers, les travailleurs de l'acier et du textile, ou d'autres groupes ethniques. Ce qui particularise le Lobby, c'est son extraordinaire efficacité. Ceci étant, il n'y a rien de déplacé dans cette action des juifs et de leurs alliés chrétiens pour influencer la politique des USA envers Israël : il ne s'agit pas du genre de conspiration décrit dans les tracts anti-sionistes, comme par exemple le Protocole des Sages de Sion ; pour la plupart, les individus et les groupes formant le Lobby font ce que font les autres groupes de pression, mais nettement mieux. Et, cerise sur le gâteau, les groupes pro-arabes sont faibles ou inexistant, ce qui facilite les choses.

Stratégies pour gagner

Le Lobby poursuit deux grandes stratégies pour obtenir le soutien américain à Israël. D'abord, il joue d'une influence significative à Washington, faisant pression sur le Congrès et le gouvernement pour qu'ils suivent Israël sur toute la ligne¹¹. Quoi qu'un juriste ou un politicien ait comme point de vue, le Lobby essaye de lui présenter ses orientations comme le choix « intelligent ».

En second, le Lobby se bat pour que l'image d'Israël dans le discours public soit favorablement perçue, en ressassant la mythologie de son histoire, et en reprenant ses points de vue dans les débats au jour le jour. Le but est d'empêcher les commentaires critiques sur Israël de trouver une écoute bienveillante dans l'arène politique. Le contrôle du débat est essentiel pour garantir le soutien des USA, car une mise à plat sans a-priori des relations américano-israéliennes pourrait amener les premiers à préférer une autre politique.

Influencer le Congrès

Un pilier de l'efficacité du Lobby réside dans son influence sur le Congrès, où Israël est quasi exempt de critiques. C'est en soi une situation remarquable, car le Congrès n'évite¹² jamais les sujets épineux. Que ce soit l'avortement, la santé, l'Assistance Publique, la discrimination positive¹³, on est sûr que le débat sera vivant sur la colline du Capitole. Cependant, s'il s'agit d'Israël, les critiques potentielles se taisent et c'est tout juste si l'on débat.

Cette efficacité réside entre autres dans la présence déterminante de chrétiens sionistes comme Dick Armey, qui déclarait en septembre 2002 « ma priorité n° 1 en politique extérieure est de protéger Israël ». On

9 Précédemment : « former » et non pas « ancien »

10 Gentil : terme poli utilisé par les Juifs pour traiter d'un non-juif - « goy » est péjoratif.

11 « down the line » : sur toute la ligne

12 « to shy away from ... » : éviter de (substantif ou gérondif)

13 « Affirmative Action » : discrimination positive

pourrait penser que la priorité pour un membre du Congrès serait de protéger l'Amérique ... mais ce n'est pas l'opinion de Mr. Armev. Et on trouve également d'autres sénateurs - juifs ou non - qui travaillent à pousser la politique des USA dans le sens des intérêts israéliens.

Les collaborateurs des sénateurs sont une autre composante du Lobby. Comme l'admettait Morris Amitay, ancien dirigeant d'AIPAC, « il y a un tas de types ici [sur la colline du Capitole] au niveau opérationnel qui se trouvent être des juifs, qui veulent (...) considérer certaines questions sous l'angle de leur judéité ... ces types sont tous en position de prendre des décisions sur ces questions au nom des sénateurs (...) vous pouvez faire un boulot énorme au niveau des collaborateurs ».

C'est l'AIPAC elle-même, cependant, qui est au coeur de l'influence du Lobby au Congrès. Son succès tient à sa capacité à récompenser les législateurs et les candidats au Congrès qui soutiennent son programme, et à punir ceux qui s'y opposent. L'argent est capital pour les élections américaines – comme nous le rappelle le récent scandale concernant le lobbyiste Jack Abramof et ses diverses transactions obscures – et l'AIPAC prend soin que ses amis reçoivent une aide financière forte de la multitude de groupes d'action politique pro-israéliens. En revanche, ceux qui sont perçus comme hostiles à Israël peuvent être sûrs que l'AIPAC dirigera ses contributions financières vers leurs opposants. AIPAC organise aussi des campagnes d'envoi de lettres et encourage les éditorialistes à appuyer¹⁴ les candidats pro-israéliens.

Il n'y a pas de doute sur la puissance de ces tactiques. Pour ne donner qu'un exemple, en 1984 AIPAC aida à la défaite du sénateur Charles Percy en Illinois, qui, selon l'une des dirigeants du Lobby, avait « montré de l'insensibilité et même de l'hostilité à nos préoccupations ». Thomas Dine, la tête d'AIPAC à cette époque, commenta le résultat : « Tous les juifs en Amérique, de la côte Est à l'Ouest, se sont rassemblés pour virer Percy. Et les politiciens américains – ceux qui sont aux affaires maintenant, et ceux qui y aspirent – ont reçu le message. AIPAC mérite évidemment sa réputation d'adversaire redoutable, car il décourage quiconque de discuter son programme.

L'influence de l'AIPAC sur la colline du Capitole va encore plus loin. Selon Douglas Bloomfield, ancien membre du Bureau de la commission, « il est naturel pour les membres du Congrès et leurs équipes de se tourner d'abord vers l'AIPAC quand ils ont besoin d'information, avant de s'adresser à la bibliothèque du Congrès, au Service des Recherches, aux collaborateurs de la commission¹⁵ ou à des experts de l'Administration ». Plus important, il note que « AIPAC est souvent sollicité pour écrire des projets de discours, travailler à la législation, donner son avis sur la tactique, entreprendre des recherches, trouver des sponsors et canaliser les votes ».

Le résultat, c'est que l'AIPAC, qui est un agent *de facto* d'une puissance étrangère, tient le Congrès américain à la gorge ; il ne s'y tient pas de débat ouvert sur la politique des USA vis à vis d'Israël, même si cette politique a des conséquences importantes sur le Monde entier. On peut donc dire qu'une des trois branches principales du gouvernement américain est fermement engagée dans un soutien à Israël. Comme l'ancien sénateur Ernest Hollings (D-SC) le notait en quittant son poste, « vous ne pouvez pas avoir une politique vis à vis d'Israël autre que ce qu'AIPAC vous dicte, ici ». Il est peu étonnant que le Premier Ministre Ariel Sharon ait dit une fois devant un auditoire américain : « quand les gens me demandent comment aider Israël, je leur dis - aidez l'AIPAC ».

14 « endorse » : soutenir, appuyer

15 « committee staff »

Influencer l'exécutif

Le Lobby a aussi des moyens de pression sur le gouvernement. Ce pouvoir dérive en partie de l'influence des votes juifs aux élections présidentielles. En dépit de leur petit nombre dans la population – soit moins de 3 % - ils font des dons généreux aux candidats des deux partis. Le *Washington Post* estimait une fois que « les candidats Démocrates aux Présidentielles sont tributaires de leurs partisans juifs pour fournir pas moins de 60 % de l'argent ». Qui plus est, les électeurs juifs sont assidus aux votes¹⁶, et résident dans les états-clés comme la Californie, la Floride, New York, l'Illinois et la Pensylvanie ; comme ils ont du poids dans les élections serrées, les candidats aux Présidentielles sont prêts à aller loin pour ne pas se mettre à dos ces votes juifs.

Les principales organisations du Lobby visent aussi directement l'Administration en place. Par exemple, les forces pro-Israël s'assurent que ceux qui critiquent l'état Juif n'obtiennent pas de nominations importantes : Jimmy Carter voulait faire de George Ball son Secrétaire d'Etat, mais il le savait perçu comme critique envers Israël et que le Lobby s'opposerait à sa désignation. Ce 'test du tournesol' (sic) force quiconque veut faire de la politique à devenir un supporter manifeste d'Israël ; autant dire que les critiques déclarés de la politique de Tel-Aviv sont devenus une espèce menacée dans le cercle de la politique extérieure des USA.

Ces contraintes sont encore vivaces aujourd'hui. Quand le candidat aux Présidentielles de 2004, Howard Dean, appela les USA à tenir un rôle plus impartial dans le conflit judéo-arabe, le sénateur Joseph Lieberman l'accusa d'abandonner Israël à vau-l'eau et qualifia ses déclarations d' « irresponsables ». La presque totalité des Démocrates en vue de la Maison signèrent une lettre à Dean critiquant durement ses propos, et le *Chicago Jewish Star* rapporta que « des pirates anonymes (...) bombardaient les boîtes à lettres électroniques des leaders juifs partout dans le pays, attirant leur attention – sans preuves manifestes – sur le fait que Dean serait quelque part nuisible à Israël ». Cette mise en garde était cependant absurde, car Dean en tient vraiment pour Israël : son co-président de campagne était un ancien président d'AIPAC, et Dean avait déclaré que ses propres vues sur le Moyen-Orient reflétaient plus étroitement celles de l'AIPAC que celles plus modérées d'APN (Americans For Peace Now). En fait, il avait simplement suggéré que « pour rapprocher les deux côtés », Washington devrait agir comme un honnête courtier. C'était loin d'une idée radicale, mais c'était un anathème pour le Lobby, qui ne tolère pas la notion d'impartialité s'agissant du conflit judéo-arabe.

Les objectifs du Lobby sont aussi favorisés quand des pro-Israéliens occupent des positions importantes dans l'exécutif. Pendant l'administration Clinton, par exemple, la politique au Moyen-Orient était en grande partie définie par des personnalités étroitement liées à Israël ou aux principales organisations pro-Israéliennes ; on y trouvait Martin Indyk, l'ancien adjoint au Directeur de la Recherche à l'AIPAC et co-fondateur du WINEP (Washington Institute for Near East Policy – Institut de Washington pour la Politique du Proche Orient), également pro-Israélien, Dennis Ross, qui adhéra au WINEP après avoir quitté le gouvernement en 2001, et Aaron Miller, qui a vécu en Israël* et y séjourne souvent. Ces hommes étaient parmi les plus proches conseillers du président Clinton au sommet de Camp David en Juillet 2000 ; bien que soutenant le processus de paix d'Oslo et la création d'un état palestinien, ils sont restés seulement dans les limites de ce qui serait acceptable pour Tel-Aviv. En particulier, la délégation américaine prit ses répliques

16 « high turnout » : participation élevée aux votes.

auprès du Premier Ministre Ehud Barak, coordonna avec lui ses positions initiales de négociation, et n'émit pas de propositions indépendantes pour régler le conflit. Il n'est ainsi pas surprenant que la délégation palestinienne se soit plainte de « négociier avec deux équipes israéliennes (...) , l'une avec le drapeau hébreu, l'autre avec le drapeau américain ».

Cette situation est encore plus nette dans l'administration Bush, dont les rangs comptent des pro-israéliens fervents comme Elliot Abrams, John Bolton, Douglas Feith, I. Lewis (« Scooter ») Libby, Richard Perle, Paul Wolfowitz, et David Wurmser. Comme on le verra plus loin, ces gens-là ont constamment poussé en faveur de positions préconisées par Israël et soutenues par les organisations du Lobby.

Manupuler les media

Outre son influence directe sur la politique du gouvernement, le Lobby se bat pour façonner l'image d'Israël et du Moyen Orient auprès de l'opinion. Il ne souhaite pas de débat ouvert sur les questions concernant l'état juif, car un débat ouvert pourrait amener les américains à se poser des questions sur leur niveau de soutien. En conséquence, les organisations pro-israéliennes travaillent dur pour influencer les media, les groupes de réflexion, les académies, car ces institutions sont bien placées pour modeler l'opinion.

La vision d'Israël qu'a le Lobby est largement réfléchié dans les principaux media parce que la plupart des commentateurs américains sont pro-Israël. Comme l'écrit le journaliste Eric Alterman, le débat entre experts¹⁷ du Moyen-Orient « est dominé par des gens qui ne peuvent pas imaginer de critiquer Israël ». Il énumère 61 chroniqueurs et commentateurs sur qui on peut compter pour soutenir Tel-Aviv, qualifiés ou sans compétences. Inversement, Alterman a trouvé seulement cinq experts qui critiquent le comportement d'Israël avec cohérence, ou soutiennent des positions pro-arabes. Les journaux publient bien à l'occasion des éditos de personnalités invitées mettant en cause la politique israélienne, mais au total les opinions penchent clairement de l'autre côté.

Ce biais pro-israélien se reflète dans les éditoriaux des principaux journaux. Robert Bartley, le dernier¹⁸ éditeur du *Wall Stree Journal*, remarquait un jour que « Shamir, Sharon, Bibi (Netanyaou) – tout ce que ces types veulent, ça me va très bien¹⁹ ! ». Rien donc d'étonnant à ce que le *Journal*, comme d'autres périodiques importants comme le *Chicago Sun-Times* et le *Washington Times* sortent régulièrement des éditos fortement pro-israéliens. Des revues comme *Commentary*, le *New Republic* et le *Weekly Standard* défendent aussi chaque fois Israël avec zèle.

Ce biais éditorial se retrouve aussi dans des journaux comme le *New York Times*. Celui-ci critique occasionnellement la politique israélienne et concède parfois que les Palestiniens ont des griefs légitimes, mais n'est pas impartial ; dans ses Mémoires, par exemple, l'ancien Rédacteur en chef du *NY Times* reconnaissait l'impact que ses propres convictions pro-Israël avait sur ses choix éditoriaux. Telle cette phrase : « J'étais beaucoup plus profondément dévoué à Israël que je n'osais l'affirmer ». Puis il poursuit : « Encouragé par ma connaissance de ce pays et mes amitiés là-bas, j'ai moi-même écrit la plupart de nos commentaires sur le Moyen-Orient. Comme l'ont signalé plus de lecteurs arabes que de juifs, je les ai écrits d'un point de vue pro-israélien ».

La couverture par les médias de nouveaux évènements concernant Israël est un peu plus objective

17 « pundit » : expert au sens « pontifiant »

18 « late » : dernier, et non pas tardif !!

19 « its' fine by me » : ça me va

que les commentaires éditoriaux, en partie parce que les reporters tâchent d'être impartiaux, mais aussi parce qu'il est difficile de couvrir les événements dans les territoires occupés sans constater le comportement réel d'Israël. Pour décourager les comptes-rendus défavorables, le Lobby organise des campagnes de lettres, des manifestations et des boycotts contre les officines dont il juge le contenu hostile à Israël. Un dirigeant de CNN disait qu'il lui arrivait de recevoir en un seul jour 6.000 emails se plaignant que tel reportage était anti-israélien. De même, le pro-juif CAMERA (Committee for Accurate Middle East Reporting in America - Comité pour des rapports exacts sur le Moyen-Orient en Amérique) a organisé des manifestations devant les stations NPR (National Public Radio) dans 33 villes en Mai 2003, et essayé de convaincre les sponsors de ce réseau de refuser leur aide jusqu'à ce que sa couverture du Moyen-Orient soit devenue plus avenante envers Israël. Il s'est dit que la station NPR de Boston, WBUR, a perdu plus d'un million de dollars de contributions de ce fait. La pression sur NPR est aussi venue d'amis d'Israël au Congrès, qui ont demandé un audit interne, et un contrôle renforcé sur ce qui s'y dit du Moyen-orient.

Ces faits expliquent pourquoi les média américains portent peu de critiques envers la politique israélienne, débattent rarement des relations avec l'état hébreu, et ne remettent en cause qu'occasionnellement la profonde influence du Lobby sur la politique des USA.

Des cercles de réflexion à sens unique

Les forces pro-Israël prédominent dans les cercles de réflexion (think tanks) américains, qui jouent un rôle important dans l'orientation du débat public, aussi bien que dans la politique en vigueur. Le Lobby a créé le sien en 1985, quand Martin Indyk l'aida à fonder WINEP (déjà cité : Washington Institute for Near East Policy). Bien que WINEP minimise²⁰ ses liens avec Israël et affirme au contraire donner « une perspective équilibrée et réaliste » des questions du Moyen-Orient, ce n'est pas le cas. En fait, WINEP s'appuie et est animé par des gens qui sont profondément impliqués dans la promotion des choix israéliens.

L'influence du Lobby dans le monde des cercles de réflexion va au delà de WINEP. Dans les 25 dernières années, les pro-israéliens aux USA ont investi American Enterprise Institute, Brookings Institution, Center for Security Policy, Foreign Policy Research Institute, Heritage Foundation, Hudson Institute, Institute for Foreign Policy Analysis, et Jewish Institute for National Security Affairs (JINSA). Tous ces cénacles sont résolument pro-Israël, et n'émettent que peu de critiques - s'il y en a – du soutien américain à l'état hébreu.

L'évolution du Brookings Institution est un bon indicateur de l'influence du Lobby dans le monde des cercles de réflexion. Pendant de nombreuses années, l'expert attitré de ce groupe sur le Moyen-Orient fut Williams B. Quandt, un universitaire renommé, ancien collaborateur de NSC, et justement réputé pour son impartialité concernant le conflit judéo-arabe. De nos jours, cependant, les travaux de Brookings sur ce sujet sont menés à travers son « Saban Center for Middle East Studies », qui est financé par Haim Saban, un riche businessman judéo-américain et ardent sioniste. Le directeur du Saban Center est l'omniprésent Martin Indyk ... ainsi, ce qui était un institut d'études politiques non partisan sur les sujets liés au Moyen-Orient fait maintenant partie du chœur des cercles de réflexion largement pro-israéliens.

Politiser l'université

20 « To play down » : minimiser

Le Lobby a eu beaucoup de mal à étouffer²¹ le débat sur Israël sur les campus universitaires, car la liberté des universités est une valeur centrale, et il est difficile de menacer ou faire taire les professeurs titulaires. Cependant, il n'y avait que de légères critiques d'Israël dans les années 1990, quand le processus de paix d'Oslo était en cours. Ces critiques s'amplifièrent après l'échec des négociations et l'arrivée d'Ariel Sharon au pouvoir au début 2001 ; elles devinrent vives quand les forces armées réoccupèrent la Cisjordanie au printemps 2002 et réprimèrent massivement la seconde Intifada.

Le Lobby agit avec agressivité pour « investir les campus ». De nouveaux groupes surgirent, tel Caravan for Democracy, qui invita des orateurs israéliens dans les *Collèges* américains. Des groupes existants, comme le Jewish Council for Public Affairs et Hillel, s'engouffrèrent dans la brèche, et une nouvelle structure - Israël on Campus Coalition – fut formée pour coordonner les nombreux groupes qui désormais désiraient faire parler d'Israël sur les campus. Finalement, l'AIPAC fit plus que tripler ses dépenses pour des actions visant à organiser des activités dans les universités et à entraîner de jeunes avocats d'Israël, dans le but de « développer fortement le nombre d'étudiants engagés sur les campus (...) dans un effort national pro-israélien ».

Le Lobby surveille ce que les professeurs écrivent et enseignent. En Septembre 2002, par exemple, Martin Kramer et Daniel Pipes, deux néo-conservateurs passionnément pro-israéliens, ont monté un site Web (www.campuswatch) qui publiait des dossiers sur les universitaires suspects, et encourageait les étudiants à rapporter les commentaires ou les comportements apparemment hostiles à Israël. Cette tentative transparente d'intimider les intellectuels et de créer des listes noires se heurta à une réaction très vive, si bien que Pipes et Kramer durent retirer leurs dossiers, mais leur site Web invite toujours les étudiants à rapporter les comportements présumés anti-israéliens dans les *colleges*.

Les groupes du Lobby dirigent aussi leurs attaques contre certains professeurs et les universités qui les emploient. *Columbia University*, dont la faculté hébergeait le dernier intellectuel palestinien Edward Saïd, a été fréquemment la cible des pro-israéliens. Jonathan Cole, l'ancien doyen de Columbia, racontait : « On peut être sûr que tout ce que le critique littéraire bien connu Edward Saïd peut dire publiquement pour soutenir le peuple palestinien va susciter des centaines d'emails, de lettres, et de papiers journalistiques pour nous demander de le désavouer et de le sanctionner, voire de le virer ». Egalement, quand Columbia recruta l'historien Rachid Khalidi – en provenance de Chicago - Cole raconte que « les plaintes commencèrent d'affluer, émanant de gens en désaccord avec la teneur de ses positions politiques ». Princeton eut à faire face au même problème quelques années plus tard quand il envisagea de débaucher Khalidi de Columbia.

Une illustration classique de l'effort pour mettre au pas l'Université se situe fin 2004, lorsque le « Projet David » sortit un film militant alléguant que les études universitaires sur le Moyen-Orient à la faculté de Columbia étaient anti-sémites et que l'on y intimidait les étudiants qui défendaient Israël. Les cercles pro-israéliens soufflaient sur les braises²² à Columbia, mais un comité de cette faculté, chargé d'étudier la question, ne trouva aucune preuve d'anti-sémitisme ; le seul incident digne d'être mentionné fut la possibilité qu'un professeur ait « répondu avec passion » à la question d'un étudiant. Ce même comité découvrit aussi que les professeurs mis en cause avaient fait l'objet d'une campagne manifeste d'intimidation.

L'aspect sans doute le plus fâcheux de cette campagne pour éliminer toute critique d'Israël des campus est l'effort des groupes pro-juifs pour amener le Congrès à établir des mécanismes de contrôle sur ce que les professeurs disent d'Israël. Les facultés jugées avoir un penchant anti-Israël se verraient privées des

21 « to stifle »

22 « to rake ... over » : remuer, ranimer – Columbia was raked over the coals.

fonds fédéraux... ces efforts pour amener le gouvernement à faire la police sur les campus n'ont pas encore abouti, mais ces tentatives illustrent l'importance pour les groupes du Lobby à contrôler le débat sur ces questions. Finalement, un certain nombre de philanthropes juifs ont établi des programmes d'études sur Israël (en plus des quelque 130 programmes déjà existants sur le même sujet), afin d'avoir plus d'universitaires pro-israéliens sur les campus. New York University a annoncé la création d'un Taub Center for Israël Studies le 1er Mai 2003, et des programmes similaires ont été établis dans d'autres *collèges* comme Berkeley, Brandeis et Emory. Les administrateurs d'universités vantent la valeur pédagogique de ces programmes, mais à la vérité c'est en grande partie fait pour promouvoir l'image d'Israël sur les campus. Fred Laffer, directeur de la Taub Foundation, dit clairement que sa structure créée à New York avait pour but d'aider à contrer « le point de vue arabe (sic) » dont il pensait qu'il prévalait dans les programmes du Moyen-Orient à la NYU.

En somme, le Lobby est allé très loin pour prémunir Israël des critiques dans les collèges. Il n'a pas eu à l'Université le succès obtenu sur la colline du Capitole, mais il a travaillé dur à étouffer la critique d'Israël chez les professeurs et les étudiants, et de fait il y en a nettement moins sur les campus aujourd'hui.

Le grand étouffoir

La description du mode opératoire du Lobby ne serait pas complète sans examiner l'une de ses armes les plus puissantes : l'accusation d'anti-sémitisme. Quiconque critique les actions de l'état hébreu, ou dit que les groupes pro-israéliens ont une influence significative sur la politique des USA au Moyen-Orient – influence dont l'AIPAC est fier – court le risque d'être accusé d'anti-sémitisme, alors que les média israéliens eux-mêmes font référence au « lobby juif ». En fait, le Lobby se vante de son pouvoir, puis attaque quiconque attire l'attention dessus. Cette tactique est très efficace, car l'anti-sémitisme est détestable, et personne de sensé ne souhaite en être accusé.

Les européens se sont montrés plus hardis ces dernières années que les américains pour critiquer la politique israélienne, ce que certains attribuent à une résurgence d'anti-sémitisme en Europe. « Nous sommes à un point, » disait l'ambassadeur des USA auprès de l'Union Européenne au début 2004, «... où c'est aussi mauvais que dans les années 1930 ». Mesurer l'anti-sémitisme est certes un sujet ardu, mais le poids des évidences penche du côté opposé. Par exemple, au printemps 2004, quand les accusations d'anti-sémitisme européen emplirent l'air aux USA, des études séparées de l'opinion publique européenne, conduites par le « Anti-Defamation League » et le « Pew Research Center for the People and the Press » montrèrent qu'au contraire ce sentiment déclinait.

Voyez la France, que les groupes pro-Israël dépeignent souvent comme le pays le plus anti-sémite en Europe. Un sondage de citoyens français en 2002 a trouvé que : 89 % pouvaient envisager de vivre avec un juif ; 97 % pensent qu'écrire des graffiti anti-juifs est un crime réel ; 87 % pensent que les attaques contre les synagogues françaises sont scandaleuses ; et 85 % des catholiques pratiquants repoussent l'accusation selon laquelle les juifs ont trop d'influence dans les affaires et la finance. Il n'est ainsi guère surprenant que les dirigeants de la communauté juive française aient déclaré à l'été 2003 que « la France n'est pas plus anti-sémite que les Etats-Unis ». Et selon un article récent de *Ha'aretz*, la police française a compté que les incidents anti-sémites ont diminué de 50 % en 2005 ; ceci, en dépit du fait que la France compte la plus importante population musulmane de toute l'Europe.

Dernièrement, lorsqu'un jeune juif français a été sauvagement assassiné par un gang de musulmans²³, des dizaines de milliers de manifestants ont envahi les rues pour condamner l'anti-sémitisme ; et le Président

23 Approximation ... Tous les membres du gang n'étaient pas musulmans

Jacques Chirac, le Premier Ministre D. de Villepin ont tous deux assisté à la cérémonie en mémoire de la victime, dans une démonstration publique de solidarité avec les juifs français.

Il faut aussi noter qu'en 2002 il y eut plus de juifs pour émigrer en Allemagne qu'en Israël, ce qui fait de cette communauté allemande celle « dont la croissance est la plus rapide dans le monde », selon un article de la revue juive *Forward*. Si l'Europe revenait vraiment aux années 1930, il est difficile d'imaginer que les juifs s'y installent en nombre !

Reconnaissons, cependant, que l'Europe n'est pas exempte du fléau de l'anti-sémitisme. Personne ne nie qu'il y ait encore quelques virulents autochtones de ce genre en Europe – comme aux USA d'ailleurs – mais ils sont en petit nombre et leurs thèses extrêmes sont honnies par la très grande majorité des Européens. Et personne ne conteste non plus qu'il y ait de l'anti-sémitisme parmi les musulmans européens ; pour certains ce sentiment vient d'ailleurs du comportement d'Israël envers les Palestiniens ; d'autres sont tout simplement racistes. Ce problème est préoccupant, mais certes pas incontrôlable. D'abord, les musulmans constituent moins de 5 % de la population totale en Europe, et puis les gouvernements concernés travaillent dur pour combattre ce racisme anti-juif. Pourquoi ? Parce que la plupart des Européens rejettent ces sentiments haineux. Pour résumer, l'Europe de nos jours peut difficilement être comparée à ce qu'elle était dans les années 1930.

C'est pourquoi les groupes pro-israéliens, lorsqu'on les presse d'explicitier leurs dires, affirment qu'il s'agit d'un « nouvel anti-sémitisme », qui pour eux revient à critiquer Israël. En d'autres termes, critiquez Israël et vous voilà par définition anti-sémite ! Lorsque le synode de l'Eglise Anglicane décida récemment par vote, de ne plus faire appel à l'entreprise Caterpillar, du fait que cette société fabrique les bulldozers utilisés à la démolition des habitations des Palestiniens, le Grand Rabbin se plaignit que cela aurait « les plus regrettables répercussions sur (...) les relations judéo-chrétiennes en Grande-Bretagne », cependant que Rabbi Tony Bayfield, chef du mouvement Reform, déclara : « Il y a clairement un problème d'attitudes anti-sionistes, frisant l'anti-sémitisme, à la base²⁴, voire dans les échelons intermédiaires de cette Eglise ». Mais objectivement, ladite Eglise n'était coupable ni d'anti-sionisme, ni d'anti-sémitisme ; elle protestait tout bonnement contre la politique d'Israël.

Les esprits critiques sont aussi accusés de traiter d'Israël sur des bases déshonnêtes, ou de mettre en cause son droit à l'existence. Mais il s'agit aussi d'accusations erronées : les critiques d'Israël dans les pays occidentaux ne discutent certes pas son droit à l'existence ; ce qu'ils discutent, c'est son comportement envers les Palestiniens, et c'est une critique légitime : les Israéliens eux-mêmes le font ! Et Israël n'est pas jugé inéquitablement ; c'est ce traitement infligé aux Palestiniens qui soulève les critiques, car il est contraire aux normes largement admises sur les droits de l'homme, et aux lois internationales, ainsi qu'aux principes d'auto-détermination des nations. Ce n'est d'ailleurs certainement pas le seul état à faire face à des critiques acerbes sur ces points.

En résumé, les autres lobbies ethniques ne peuvent que rêver d'avoir la puissance politique dont font preuve les groupes de pression pro-israéliens ; la question, dès lors, se pose : quel effet a le Lobby sur la politique étrangère américaine ?

LE CHIEN REMUE LA QUEUE

Si l'impact du Lobby se limitait à l'aide économique des USA envers Israël, son influence ne serait pas si inquiétante. Cette aide étrangère est utile, mais pas autant que de voir la seule super-puissance

²⁴ « in the grass roots » : à la base

mondiale mettre ses vastes moyens au service d'Israël. Et de même, le Lobby s'est aussi attaché à infléchir les éléments centraux de la politique US au Moyen-Orient ; en particulier, il a travaillé avec succès à convaincre les américains de soutenir Tel-Aviv dans la poursuite de la répression sur les Palestiniens et de s'attaquer aux adversaires principaux d'Israël dans la région : l'Iran, l'Irak et la Syrie.

Diaboliser les Palestiniens

C'est un fait largement oublié maintenant, mais à l'automne 2001, puis surtout au printemps 2002, l'administration Bush essaya de combattre le sentiment anti-américain dans le monde arabe, et de saper le soutien aux groupes terroristes comme AlQuaïda, en s'opposant à la politique expansionniste d'Israël dans les territoires occupés et en plaidant pour la création d'un état palestinien. Bush disposait de moyens de pression énormes : il pouvait menacer de réduire son soutien économique et diplomatique, et le peuple américain l'aurait presque certainement suivi. Un sondage effectué en Mai 2003 montra que plus de 60 % des gens souhaitaient suspendre l'aide des USA à Israël s'il résistait aux incitations américaines à stopper le conflit, et ce nombre montait à 70 % chez les individus politiquement actifs. En fait, 73 % pensaient qu'il ne fallait favoriser aucun camp.

Pourtant l'administration Bush ne réussit pas à modifier la situation, et Washington finit par suivre au contraire la ligne dure d'Israël. Entretemps, furent aussi avalisées les justifications de cette approche, de sorte que les rhétoriques américaine et israélienne devinrent semblables. En Février 2003, les titres du *Washington Post* résumaient la situation : « Bush et Sharon quasi à l'unisson sur la politique au Moyen-Orient ». La raison principale de ce revirement, c'est le Lobby.

Cette histoire commence à la fin septembre 2001 quand le Président Bush entreprit de faire pression sur le Premier Ministre israélien Sharon pour montrer plus de retenue dans les territoires occupés. Il fit de même sur le ministre des Affaires Etrangères Shimon Peres, pour qu'il rencontre le leader palestinien Yasser Arafat, quand bien même Bush se montrât très critique sur ce personnage. Alarmé de cette évolution, Sharon accusa Bush d'essayer de « donner des gages aux arabes à nos dépens », et avertit que son pays « ne serait pas la Tchécoslovaquie ».²⁵

Bush fut, dit-on, furieux qu'on le compare à Neville Chamberlain, et l'attaché de presse de la Maison Blanche Ari Fleischer qualifia les remarques de Sharon d'« inacceptables ». Le leader israélien formula des excuses de pure forme, mais il joignit rapidement ses forces avec celles du Lobby pour convaincre l'administration Bush et le peuple américain que les USA et Israël affrontaient une menace terroriste commune. Les officiels hébreux et les figures du Lobby répétèrent avec insistance qu'il n'y avait pas de vraie différence entre Arafat et Ben Laden, et professèrent que les deux pays devaient isoler le leader palestinien et ne plus avoir de rapports avec lui.

Le Lobby travailla aussi sur le Congrès : le 16 Novembre, 89 sénateurs envoyèrent une lettre à Bush le priant de refuser de rencontrer Arafat ; ils voulaient aussi que les USA n'empêchent pas Israël de se venger des palestiniens, et que l'Administration déclare publiquement se tenir solidement aux côtés d'Israël. Selon le *New York Times*, cette lettre était « le fruit d'une rencontre, deux semaines plus tôt, entre les leaders de la communauté juive américaine et des sénateurs influents » ; on ajoutait que l'AIPAC était particulièrement actif pour fournir des éléments sur cette lettre.

A la fin Novembre, les relations entre Tel-Aviv et Washington s'étaient considérablement améliorées. C'était dû en partie aux efforts du Lobby pour orienter la politique des USA en faveur d'Israël, mais aussi à l'évolution victorieuse en Afghanistan, ce qui réduisait, croyait-on, le besoin de soutenir le

²⁵ Allusion à l'annexion des Sudètes par Hitler, France et Grande-Bretagne ayant cédé « pour avoir la paix »

monde arabe pour affronter Al Quaida. Sharon vint ensuite début Décembre à la Maison Blanche dans une ambiance amicale.

Les problèmes ressurgirent en Avril 2002, après que l'armée hébraïque eut lancé son opération « Bouclier défensif » et repris le contrôle de presque toutes les zones palestiniennes de Cisjordanie. Bush savait que ces actions mettraient à mal l'image des USA auprès du monde arabo-musulman et contrecarrer la bataille contre le terrorisme ; aussi demanda-t-il le 4 Avril que « Sharon stoppe ses incursions et commence un retrait ». Il remit l'accent sur ce message deux jours plus tard, indiquant que cela signifiait « retrait sans délai ». Le 7 Avril, la Conseillère à la Sécurité, Condoleeza Rice, déclara aux journalistes que « 'sans délai', ça signifie sans délai : ça veut dire maintenant ». Ce même jour le Secrétaire d'Etat Colin Powell partit pour le Moyen Orient faire pression pour que toutes les parties cessent de se battre et débutent des négociations.

Israël et le Lobby se mirent en action. Colin Powell était une cible-clé, et commença à subir une pression intense des membres pro-israéliens du cabinet du Vice-Président Dick Cheney et du Pentagone, aussi bien que de pontes néo-conservateurs comme Robert Kagan et William Kristol, qui l'accusèrent « d'avoir virtuellement gommé la distinction entre les terroristes et ceux qui les combattent ». Une autre cible, c'était Bush lui-même, dont s'occupèrent les dirigeants juifs et les chrétiens évangélistes, ces derniers formant une composante essentielle de sa base politique. Tom Delay et Dick Arme y furent particulièrement directs sur la nécessité de soutenir Israël ; Delay et le leader de la minorité au Sénat, Trent Lott se rendirent à la Maison Blanche et demandèrent personnellement Bush de faire machine arrière.

Le premier signe de fléchissement de Bush fut le 11 Avril – une semaine seulement après sa demande à Sharon de retirer ses forces – quand Ari Fleischer dit que le Président pensait que « Sharon était un homme de paix ». Bush reprit cette phrase en public lors du retour de Powell de sa mission avortée, et dit aux journalistes que Sharon avait répondu favorablement à son appel pour un retrait plein et immédiat ... Sharon n'avait rien fait de tel, mais le Président des Etats-Unis n'était plus disposé à en faire un problème.

Entretemps, le Congrès faisait aussi mouvement pour soutenir Sharon. Le 2 mai, il passa outre les objections de l'Administration et adopta deux résolutions affirmant le soutien à Israël (94 pour, 2 contre au Sénat ; 352 contre 21 chez les Représentants). Les deux textes soulignaient que « les Etats-Unis se tiennent aux côtés d'Israël » et que les deux pays sont, pour citer le document de la Maison²⁶, « engagés maintenant dans une lutte commune contre le terrorisme ».

Le document des Représentants condamnait aussi « le soutien continu de Yasser Arafat à la terreur », Arafat qui était décrit comme un élément central du problème terroriste. Quelques jours plus tard, une délégation bi-partite du Congrès en mission d'enquête²⁷ en Israël proclamait publiquement que Sharon devait résister aux pressions américaines pour qu'il négocie avec Arafat. Le 9 mai, une sous-commission de financement de la Maison se réunit pour examiner l'octroi de 200 millions de dollars supplémentaires à Israël pour combattre le terrorisme. Colin Powell s'opposa à cette action, mais le Lobby fit pression, exactement comme il avait aidé à sortir les deux résolutions du Congrès ... Powell perdit.

En bref, Sharon et le Lobby ont pris le pas sur le Président des USA, et ont gagné. Henri Shalev, un journaliste du périodique israélien *Ma'ariv*, racontait que les assistants de Sharon « ne pouvaient pas cacher leur satisfaction de voir l'échec de Powell. Sharon a regardé Bush dans le blanc des yeux, ils ont joué aux

²⁶ La maison des Représentants (House of Representatives), une des 2 assemblées fédérales avec le Sénat ; en bref, « la Maison »

²⁷ « fact-finding »

coqs, et c'est Bush qui a détourné le regard le premier » ... en fait c'étaient les forces pro-israéliennes des USA, pas Sharon ou Israël qui avaient joué le rôle déterminant dans la défaite de Bush.

La situation a peu changé depuis. L'Administration Bush a refusé de traiter plus avant avec Arafat, qui finit par mourir en Novembre 2004. Son successeur, Mahmoud Abbas, a eu droit à des accolades, mais on a peu fait pour l'aider à acquérir un statut viable. Sharon a continué à développer son plan de « désengagement unilatéral » vis à vis des Palestiniens, basé sur le retrait de la bande de Gaza et une expansion continue en Cisjordanie, ce qui implique la construction de la soi-disant « barrière de sécurité », la saisie de terres appartenant aux Palestiniens, et l'expansion des colonies et des travaux routiers. En refusant de négocier avec Abbas (favorable à un règlement négocié) et en l'empêchant d'exciper de bénéfices tangibles auprès du peuple palestinien, la stratégie de Sharon a contribué directement à la récente victoire électorale du Hamas. Ceci étant, avec le Hamas au pouvoir, Israël dispose d'une autre excuse pour refuser de négocier. L'Administration US a soutenu les actions de Sharon – et de son successeur actuel, Ehud Olmert – et Bush a même avalisé des annexions unilatérales dans les territoires occupés, tournant le dos à la politique définie depuis Lyndon Johnson.

Le gouvernement américain s'est fendu de critiques mièvres des actions israéliennes ; en revanche, il a peu fait pour aider à la création d'un état palestinien viable. L'ancien conseiller pour la sécurité, Brent Scowcroft, déclarait même en Octobre 2004 que Sharon a « ficelé le président Bush sur son petit doigt ». Si Bush tente de prendre ses distances avec Israël, ou même critique les actions dans les territoires occupés, il est sûr de se trouver face au courroux du Lobby et de ses supporters au Congrès. Les présidentiables du parti démocrate ont bien compris eux aussi ces contraintes, ce qui explique pourquoi John Kerry alla si loin dans son soutien sans nuance à Israël en 2004, et pourquoi Hillary Clinton fait de même aujourd'hui.

Le maintien du soutien américain à la politique de l'état hébreu contre les Palestiniens est un but central pour le Lobby, mais ses ambitions ne s'arrêtent pas là. Il veut aussi que les USA aident ce pays à rester la puissance dominante dans la région ; guère surprenant donc si le gouvernement israélien et les groupes de supporters aux USA ont travaillé ensemble à infléchir la politique de l'Administration Bush envers l'Irak, la Syrie et l'Iran, tout comme ses schémas stratégiques de réorganisation du Moyen-Orient.

Israël et la guerre en Irak

Les pressions de la part d'Israël et du Lobby n'étaient pas les seuls facteurs expliquant la décision des USA d'attaquer l'Irak en Mars 2003 ; c'étaient cependant des éléments décisifs. Certains croient que c'était une guerre « pour le pétrole », mais il est difficile de trouver quelque preuve pour étayer cette affirmation. Plutôt, il s'agissait en bonne part du désir de renforcer la sécurité d'Israël. Selon Philip Zelikow, membre (2001-2003) du Conseil Présidentiel pour le Renseignement Extérieur²⁸, Directeur en exercice de la commission sur le 11 Septembre et actuellement Conseiller du Secrétaire d'Etat Condoleeza Rice, la vraie menace irakienne ne visait pas les USA. Cette « menace non déclarée » avait en fait pour cible Israël, déclara Zelikow lors d'une audition en Septembre 2002 à l'université de Virginie ; il notait plus loin que « le gouvernement américain ne voulait pas faire trop de battage rhétorique là-dessus, car ce n'est pas un argument vendeur ».

Le 16 Août 2002, onze jours avant que le Vice-président Dick Cheney lance la campagne de guerre

28 President's Foreign Intelligence Advisory Board

par un discours belliqueux devant les Vétérans des guerres extérieures, le *Washington Post* rapporta : « Israël presse les américains de ne plus attendre pour frapper militairement Saddam Hussein et son pays ». A ce stade, selon Sharon, la coordination stratégique entre Israël et les USA avait atteint des « dimensions sans précédent », et les services de renseignements hébreus avaient livré à Washington un tas de rapports alarmants sur les programmes irakiens d'armes de destruction massive. Comme l'a dit un général israélien à la retraite, « les Renseignements israéliens ont pleinement joué le partenariat avec les Renseignements américains et britanniques pour bâtir le tableau qu'ils ont présenté sur l'armement irakien non-conventionnel ».

Les leaders israéliens furent profondément affligés quand le Président Bush décida en Septembre de demander l'autorisation du Conseil de Sécurité de l'ONU pour intervenir, et encore plus lorsque Saddam accepta de laisser les inspecteurs de l'ONU revenir en Irak, car ces développements semblaient éloigner la probabilité d'une guerre. Le ministre des Affaires Etrangères, Shimon Peres, déclara aux journalistes en Septembre 2002 que « une campagne contre Saddam Hussein est impérative. Des inspections, des inspecteurs, c'est bon pour les gens bien élevés, mais des gens malhonnêtes peuvent aisément s'accomoder d'inspecteurs et d'inspections ». Au même moment, l'ancien Premier Ministre Ehud Barak, dans un « point de vue » confié au *New-York Times*, mettait en garde sur le fait que « le plus grand danger, c'est l'inaction ». Son prédécesseur, Benjamin Netanyahu, publia un papier similaire dans le *Wall Street Journal*, titré « C'est le moment de renverser Saddam ». Il y disait : « Aujourd'hui il ne faut rien moins que démanteler son régime », ajoutant : « je crois parler au nom de l'immense majorité des Israéliens en soutenant une frappe préventive contre le régime de Hussein ». Voir encore ce propos dans *Ha'aretz* de Février 2003 : « les leaders politiques et militaires [israéliens] aspirent à la guerre en Irak ».

Mais comme le suggérait Netanyahu, cette envie de guerre ne se confinait pas aux leaders ; hormis le Koweït, conquis par Saddam en 1990, Israël était le seul pays au monde où les masses comme les politiciens étaient résolument pour la guerre. Comme l'observait le journaliste Gideon Levy, « Israël est le seul pays de l'Ouest dont les leaders sont favorables sans réserve à la guerre, et où aucune autre opinion n'est formulée ». En fait, l'enthousiasme guerrier des Israéliens était tel²⁹ que leurs partisans aux USA leur dirent de tempérer leur rhétorique de durs³⁰, de crainte³¹ de laisser penser qu'on faisait cette guerre pour Israël.

Le Lobby et la guerre en Irak

Aux USA, la principale force motrice derrière cette guerre en Irak était un petit groupe de néo-conservateurs, dont beaucoup étroitement liés au parti du Likoud. De plus, les grands leaders des principales organisations du Lobby joignaient leurs voix à la campagne pour la guerre. Selon la revue *Forward*, « Tandis que le Président Bush tentait de vendre (...) la guerre en Irak, les plus importantes des organisations juives se rallièrent en bloc à sa cause. Déclaration après déclaration, les leaders de cette communauté ont monté en épingle la nécessité de débarrasser le monde de Saddam Hussein et des ses armes de destruction massive ». Cet éditorial poursuit : « une crainte légitime pour la sécurité d'Israël guide les délibérations des principaux groupes juifs. »

Bien que les néo-conservateurs et les autres figures marquantes du Lobby fussent très désireux d'envahir l'Irak, plus largement la communauté juive américaine ne l'était pas. En fait, Samuel Freedman

29 « gung-ho » : tout feu tout flamme, enthousiaste

30 « hawkish » : dur (hawk = faucon)

31 « lest it look like » : de crainte que ...

rapporta, juste après le début de la guerre, que « une compilation de sondages au niveau national, effectuée par le Pew Research Center, montre que les juifs sont moins favorables à cette guerre que la population globale, soit 52 % contre 62 % ». Il serait donc faux de mettre cette guerre sur le dos³² des juifs en général. Plus exactement, la guerre était due en grande part à l'influence du Lobby, et tout particulièrement des néo-conservateurs. Ceux-ci étaient déjà déterminés à éjecter Hussein avant que Bush soit élu. Ils firent des vagues au début 1998 en publiant deux lettres ouvertes au Président Clinton, l'appelant à priver Saddam du pouvoir. Les signataires, dont beaucoup étaient étroitement liés à des groupes pro-israéliens comme JINSA ou WINEP, et dont la liste comprenait Elliot Abrams, John Bolton, Douglas Feith, William Kristol, Bernard Lewis, Donald Rumsfeld, Richard Perle et Paul Wolfowitz, eurent peu de mal à convaincre l'Administration Clinton de se fixer l'élimination de Saddam comme but général. Mais ces néo-conservateurs furent incapables de « vendre » une guerre pour arriver à ce but, pas plus qu'ils ne surent créer beaucoup d'enthousiasme pour l'invasion de l'Irak dans les premiers mois du mandat de Bush. Aussi importants étaient-ils pour le déclenchement effectif de cette guerre, il leur fallait une aide pour y arriver.

Cette aide arriva sous la forme du 11 Septembre : les événements de ce jour fatal amenèrent précisément Bush et Cheney à retourner leur veste, et devenir de chauds partisans d'une guerre préventive pour éliminer Saddam. Les néo-conservateurs du Lobby – notamment Scooter Libby, Paul Wolfowitz et l'historien de Princeton Bernard Lewis – jouèrent un rôle particulièrement important pour persuader le tandem présidentiel de choisir la guerre.

Pour ces néo-conservateurs, le 11 Septembre était une occasion en or de poser l'exigence d'une guerre avec l'Irak. Lors d'une importante réunion avec Bush à Camp David le 15 Septembre, Wolfowitz plaida pour attaquer l'Irak avant l'Afghanistan, sachant que Ben Laden était basé en Afghanistan et malgré l'absence de preuves que Saddam fût impliqué dans les attaques contre les Etats-Unis. Bush ne le suivit pas et préféra s'occuper de l'Afghanistan, mais la guerre contre l'Irak était désormais une éventualité sérieuse, et le 21 Novembre suivant le Président chargea les militaires de développer des plans concrets pour une invasion de ce pays.

Entretemps, les autres néo-conservateurs oeuvraient dans les couloirs du pouvoir. Nous n'avons pas encore tous les éléments, mais des intellectuels comme Lewis et Fouad Ajami de l'Université John Hopkins jouèrent, semble-t-il, un rôle déterminant pour persuader le Vice-Président Cheney de choisir la guerre. Le choix de Cheney fut aussi fortement influencé par les néo-conservateurs de son équipe, notamment Eric Edelman, John Hannah et son directeur de cabinet « Scooter » Libby, l'un des individus les plus puissants de l'Administration. Les arguments du Vice-Président aidèrent ensuite à convaincre Bush au début 2002 : avec Bush et Cheney décidés à la guerre, les dés étaient jetés³³.

Hors de l'Administration, les pontes néo-conservateurs ne perdaient pas de temps à défendre la thèse qu'il était essentiel d'envahir l'Irak pour gagner la bataille contre le terrorisme. Leurs efforts portèrent d'une part à maintenir la pression sur Bush et d'autre part à l'emporter contre les opposants à la guerre dans et hors l'Administration. Le 20 Septembre, un groupe d'éminents néo-conservateurs et leurs alliés publièrent une autre lettre ouverte au Président, selon laquelle « même s'il n'existe pas de preuves liant l'Irak directement à l'attaque [du 11 Septembre], toute stratégie visant à éradiquer le terrorisme et ses bailleurs de fonds nécessite un effort résolu pour éliminer Saddam Hussein du pouvoir en Irak ». La lettre rappelait aussi à Bush que « Israël a été et reste l'allié le plus constant contre le terrorisme international ». Dans la livraison datée du 1er Octobre du *Weekly Standard*, Robert Kagan et William Kristol appelaient à un changement de régime en Irak

32 Mettre sur le dos de ... « blame the bad results on the market » = mettre les mauvais chiffres sur le dos du marché

33 « the die is cast » : les dés sont jetés (die : un dé de poker)

dès la défaite des Taliban. Le même jour, Charles Krauthammer expliquait dans le *Washington Post* qu'après en avoir fini avec l'Afghanistan, devraient suivre la Syrie, puis l'Iran et enfin l'Irak. « La guerre contre le terrorisme se terminera à Bagdad, quand nous en aurons terminé avec le régime terroriste le plus dangereux de la planète ».

Ces salves furent le début d'une campagne soutenue de relations publiques destinées à gagner le soutien de l'opinion pour envahir l'Irak. Un élément clé de cette campagne était la manipulation des informations issues du renseignement, pour que Saddam apparaisse comme une menace imminente. Par exemple, Libby rendit plusieurs fois visite à la CIA pour tanner les analystes afin qu'ils trouvent des preuves justifiant une guerre, et il aida à la préparation d'un topo détaillé sur la menace irakienne au début 2003, qui fut fourni à Colin Powell ; celui-ci prépara alors son rapport malhonnête au Conseil de Sécurité de l'ONU sur ce sujet.

D'après Bob Woodward, Powell était choqué par ce qu'il considérait comme présomptueux et excessif. Libby ne décrivait que les conclusions les plus négatives, brochant à partir d'éléments fragmentaires. Bien que Powell ait fait silence sur les affirmations les plus outrées, sa présentation devant l'ONU était encore bourrée d'erreurs, comme lui-même l'admet maintenant.

La campagne de manipulation du renseignement mobilisait aussi deux organisations qui furent créées après le 11 Septembre et dépendaient directement du sous-secrétaire à la Défense Douglas Feith. Le Groupe d'Evaluation de la Politique Anti-Terroriste avait pour tâche de trouver des liens entre Al Quaïda et l'Irak, liens auxquels les services de renseignement ne croyaient pas. Ses deux leaders étaient Wurmser, un conservateur pur et dur, et Michael Maloof, un libano-américain lié étroitement à Richard Perle. Et l'Office des Plans Spéciaux devait trouver des preuves utilisables pour justifier la guerre contre l'Irak. Son chef était Abram Shulsky, un néo-conservateur lié de longue date à Wolfowitz, et ses rangs comptaient des recrues issues des cercles de réflexion pro-israéliens.

Comme quasiment tous les néo-conservateurs, Feith est profondément engagé pour Israël. Il a aussi des liens de longue date avec le Likoud. Il avait écrit des articles dans les années 1990 soutenant les implantations et défendant l'appropriation des territoires occupés. Plus important, en collaboration avec Perle et Wurmser, il rédigea le fameux rapport « Une rupture nette » en Juin 1996 pour le Premier Ministre israélien nouvellement nommé, Netanyahou. Entre autres, on y recommandait de se « focaliser sur l'élimination de Saddam Hussein du pouvoir en Irak – un important objectif stratégique pour le propre bien d'Israël ». On y appelait aussi ce pays à agir par étapes pour réorganiser entièrement le Moyen-Orient. Netanyahou ne tint pas compte de leurs avis, mais Feith, Perle et Wurmser se tournèrent rapidement vers l'Administration Bush pour plaider la même cause. Cette situation suggéra au journaliste Akiva Eldar de *Ha'aretz* de mettre en garde sur le fait que Feith et Perle « sont sur une ligne ténue entre leur loyauté vis à vis du gouvernement américain ... et les intérêts israéliens ».

Wolfowitz est aussi dévoué à Israël. Le *Forward* le décrivait un jour comme « la voix du pro-israélien le plus 'faucon' de l'Administration » et le choisit en 2002 comme premier parmi cinquante personnalités « ayant consciemment pratiqué l'activisme juif ». A peu près à la même époque, le JINSA décerna à Wolfowitz sa récompense « M. Jackson Distinguished Service Award » pour avoir promu un partenariat vigoureux entre Israël et les USA, et le *Jerusalem Post*, qui le décrivait comme « pro-israélien fervent », le nomma « Homme de l'année » pour 2003.

Pour terminer, un bref mot qui éclaire le soutien, préparatoire à la guerre, des néo-conservateurs à Ahmed Chalabi, le peu scrupuleux exilé irakien qui dirigeait le Congrès National Irakien (INC). Ils soignèrent Chalabi car il avait travaillé à établir des liens étroits avec les groupes juifs-américains et avait

promis d'entretenir de bonnes relations avec Israël une fois qu'il aurait pris le pouvoir. C'était précisément ce que les partisans pro-israéliens d'un changement de régime souhaitaient entendre, et ils le soutinrent donc. Le journaliste Matthew Berger traduit bien l'esprit de cette histoire dans le *Jewish Journal* : «L'INC perçoit des relations plus étroites comme le moyen d'exploiter l'influence juive à Washington et Jerusalem, et rassembler plus de soutien à sa cause. Pour leur part, les groupes juifs ont vu là une occasion de paver la route pour de meilleurs rapports entre Israël et l'Irak, s'il arrive un jour que l'INC soit en mesure de remplacer le régime de Saddam Hussein ».

Du fait de la dévotion des néo-conservateurs pour Israël, leur obsession de l'Irak et leur influence dans l'entourage de Bush, il n'est pas étonnant que de nombreux américains aient suspecté que cette guerre était conçue pour servir les futurs intérêts israéliens. Par exemple, Barry Jacobs de l'AJC (American Jewish Committee) admettait en Mars 2005 que l'idée d'une conspiration des Israéliens et des néo-conservateurs pour pousser les USA à une guerre en Irak était « omniprésente » dans les milieux du Renseignement. Mais peu s'exprimaient dans ce sens en public, et la plupart de ceux qui le firent – entre autres le sénateur Ernest Hollings(D-SC) et le représentant James Moran (D-VA) furent cloués au pilori pour en avoir parlé. Michael Kinsley notait bien ce point à la fin 2002, quand il écrivait « le manque de débat public sur le rôle d'Israël (...) rappelle ce proverbe sur l'éléphant dans la pièce : tout le monde le voit, personne n'en parle ». La raison de cette réticence, observait-il, était la crainte de se voir étiqueter comme anti-sémite. De toutes façons, il y a peu de doute sur le fait qu'Israël et le Lobby étaient des éléments-clés dans la prise de décision pour la guerre ; sans les efforts du Lobby, il eut été beaucoup moins probable que les Etats-Unis partent en guerre en Mars 2003.

Rêves de transformer le Moyen-Orient

On ne voyait pas la guerre d'Irak comme un coûteux bourbier³⁴. C'était plutôt conçu comme la première étape d'un plan plus vaste pour réorganiser le Moyen-Orient. Cette stratégie ambitieuse était une rupture radicale avec la politique américaine antérieure, et le Lobby comme Israël étaient des éléments décisifs dans ce changement. Ce point apparut clairement après le début des hostilités dans un papier à la Une du *Wall Street Journal*. L'en-tête dit tout : « Le rêve du Président : changer plus qu'un régime, toute une région : une zone démocratique et pro-américaine - c'est un but inspiré par les Israéliens et les néo-conservateurs ».

Les forces pro-israéliennes souhaitaient depuis longtemps voir les militaires américains impliqués plus directement au Moyen-Orient, pour qu'ils puissent aider à la défense d'Israël. Ils avaient cependant peu de succès sur ce front durant la Guerre Froide, car les USA se comportaient en « force d'équilibre à distance » dans cette région. La plupart des forces affectées là, comme la Force de Déploiement Rapide, restaient « à l'horizon » et hors de portée des coups. Washington maintenait un équilibre favorable en jouant des pouvoirs locaux les uns contre les autres, ce qui explique que l'Administration Reagan ait soutenu Saddam Hussein contre l'Iran révolutionnaire durant la guerre Iran-Irak de 1980 à 1988.

Cette politique changea après la première guerre du Golfe, quand l'équipe Clinton adopta une stratégie de « double confinement ». Ceci requérait de laisser des troupes substantielles dans la région pour contenir aussi bien l'Iran que l'Irak, au lieu de servir de l'un pour contrôler l'autre. Le père du double confinement n'est autre que Martin Indyk, qui détailla cette stratégie en Mai 1993 au cercle de réflexion pro-israélien WINEP, puis la mit en oeuvre comme Directeur des Affaires du proche-Orient et de l'Asie du Sud au sein du Conseil National de Sécurité.

On fut de considérables problèmes avec ce double confinement vers le milieu des années 90, car cela

34 « quagmire » : bourbier

faisait des USA l'ennemi mortel de deux pays - qui par ailleurs se haïssaient - et imposait aux Etats-Unis un double travail contraignant. Sans surprise, le Lobby travailla activement auprès du Congrès pour sauver cette politique. Pressé par l'AIPAC et les autres forces pro-israéliennes, Clinton durcit sa politique au printemps 1995 en imposant un embargo économique à l'Iran ; mais AIPAC voulait plus. Le résultat fut l'Acte de Sanction contre l'Iran et la Lybie en 1996, qui punissait toute compagnie étrangère investissant plus de 40 millions de dollars pour développer les ressources pétrolières en Iran ou en Lybie. Comme le notait à l'époque Ze'ev Schiff, le correspondant militaire d'*Ha'aretz*, « Israël n'est que tout petit dans ce gros schéma, mais on ne doit pas en conclure que ça ne peut pas influencer ceux qui sont à l'intérieur de la ceinture³⁵ ».

A la fin des années 90, cependant, les néo-conservateurs se mirent à expliquer que le double confinement ne suffisait pas et qu'un changement de régime en Irak devenait indispensable désormais. En déposant Saddam et faisant de l'Irak une vibrante démocratie, disaient-ils, les Etats-Unis pourraient déclencher un processus de changement de grande ampleur dans tout le Moyen-Orient. Cette ligne de pensée se lisait clairement dans l'étude « Une rupture claire » que les néo-conservateurs écrivirent pour Netanyahu. En 2002, quand l'invasion de l'Irak devint une question brûlante, la transformation de la région était comme un article de foi dans les cercles néo-conservateurs.

Charles Krauthammer décrit ce grand dessein comme de filiation intellectuelle envers Natan Sharansky, le politicien hébreu dont les écrits avaient fait impression sur le Président Bush. Mais Sharansky était loin d'être isolé en Israël ; en fait, les Israéliens de toutes tendances politiques pensaient que déposer Saddam Hussein permettrait de modifier le Moyen-Orient à l'avantage de Tel-Aviv. Aluf Benn écrivait dans *Ha'aretz* (17 Février 2003) : « Les chefs militaires et l'entourage du Premier Ministre Ariel Sharon, tel le Conseiller pour la Sécurité Nationale Ephraïm Halevy, peignent une image tout en rose du futur merveilleux qu'Israël attend de la fin de la guerre. Ils imaginent un effet « dominos », la chute de Saddam Hussein entraînant celle des autres ennemis du pays ... avec ces dirigeants disparaîtront la terreur et les armes de destruction massive ».

Bref, les leaders israéliens, les néo-conservateurs et l'Administration Bush voyaient tous la guerre contre l'Irak comme la première étape d'une campagne ambitieuse de remodelage du Moyen-Orient. Et dans le premier éclat de la victoire, ils se tournèrent vers les autres adversaires d'Israël dans la région.

La Syrie dans le collimateur³⁶

Les leaders israéliens ne poussèrent pas l'équipe Bush à tourner ses armes³⁷ vers la Syrie avant Mars 2003, parce qu'ils étaient trop occupés à pousser à la guerre contre l'Irak. Mais une fois Bagdad tombée à la mi-avril, Sharon et ses lieutenants commencèrent à presser Washington de viser Damas. Le 16 Avril, par exemple, Sharon et Shaul Mofaz, son ministre de la Défense, donnèrent des interviews musclés dans divers périodiques hébreus. Sharon, dans le *Yedioth Ahronoth*, appelait les Etats-Unis à mettre « une très grosse pression » sur la Syrie. Mofaz dit au *Ma'ariv* que « nous avons une longue liste de questions que nous pensons poser aux Syriens, et il est pertinent que ce soit fait par l'entremise des américains ». Le Conseiller pour la Sécurité Nationale de Sharon, Ephraïm Halevy, dit au cours d'une conférence du WINEP qu'il était désormais important que les Etats-Unis brusquent la Syrie, et le *Washington Post* rapporta que Tel-Aviv « alimentait la campagne » contre la Syrie en fournissant aux services de renseignement américains des rapports sur les activités du président Bachar El Assad.

35 « Beltway » : boulevard de ceinture, périphérique

36 « To gun for someone ... » chercher qqun (lui chercher noise)

37 Littéralement, « Crosshairs » : les cheveux croisés – le réticule de l'ocilleton de visée d'une arme

Des membres éminents du Lobby usèrent des mêmes arguments après la chute de Bagdad. Wolfowitz déclara que « il est temps que le régime change en Syrie », et Richard Perle dit à un journaliste que « nous pourrions émettre un court message, un message en trois mots, aux autres régimes hostiles du Moyen-Orient : « à votre tour ! ». Au début Avril, WINEP émit un rapport bi-partite stipulant que la Syrie « ne devrait pas rester sourde à ce message : les pays qui se comportent de manière téméraire, irresponsable et provocatrice comme celui de Saddam pourraient finir par partager son sort ».

Le 15 Avril, Yossi Klein Halevi écrivit un article dans le *Los Angeles Times* titré « Et maintenant, serrons la vis à la Syrie », et le jour suivant Zev Chafets fournit au *New York daily News* un papier intitulé « La Syrie, amie de la terreur, a aussi besoin de changer ». Pour ne pas être en reste, Lawrence Kaplan écrivit dans le *New Republic* le 21 Avril que le leader syrien Assad constituait une menace sérieuse pour l'Amérique.

Revenons au Capitole : le membre du Congrès Eliot Engel (D-NY) avait réintroduit le 12 Avril l' 'Acte de Responsabilité de la Syrie et de Restauration de la Souveraineté Libanaise'. Ce document menaçait la Syrie de sanctions si elle ne se retirait pas du Liban, n'abandonnait pas ses armes de destruction massive, et continuait de soutenir le terrorisme ; on y appelait aussi le Liban et la Syrie à des gestes concrets pour faire la paix avec Israël. Ce texte était fortement soutenu par le Lobby – spécialement l'AIPAC – et « formaté », selon la *Jewish Telegraph Agency*, par quelques-uns des meilleurs amis d'Israël au Congrès. C'était resté sur le coin du réchaud quelque temps, largement du fait du peu d'enthousiasme de l'Administration Bush, mais cet acte anti-Syrie passa irrésistiblement à la *House*, puis au Sénat, et Bush le promulgua comme loi le 12 Décembre 2003.

L'équipe Bush était encore divisée sur la pertinence de s'en prendre à la Syrie à ce moment-là. Bien que les Néo-conservateurs fussent remontés pour en découdre avec Damas, la CIA et le Département d'Etat³⁸ s'y opposaient. Et même après que Bush eut promulgué la nouvelle loi, il insista sur le fait qu'il voulait y aller doucement pour l'appliquer.

Cette ambivalence du Président est compréhensible. Tout d'abord, le gouvernement syrien avait fourni aux USA d'importants renseignements sur Al Quäida depuis le 11 Septembre et avait aussi prévenu Washington d'un plan d'attaque terroriste dans le Golfe. La Syrie avait encore permis aux enquêteurs de la CIA d'accéder à Mohammed Zammar, le recruteur supposé de quelques-uns des pirates du 11 Septembre. Viser le régime d'Assad ruinerait ces contacts fructueux, et par suite nuirait plus généralement à la lutte contre le terrorisme.

Ensuite, la Syrie n'était pas en mauvais termes avec Washington avant la guerre d'Irak (par exemple, elle avait même voté la résolution 1441 de l'ONU), et ne menaçait pas les Etats-Unis. Jouer les durs contre la Syrie ferait paraître les USA comme une brute dotée d'un appétit insatiable contre les états arabes. Enfin, mettre ce pays sur la liste des cibles américaines donnerait à Damas une motivation puissante pour provoquer des troubles en Irak. Et même si l'on souhaitait s'en prendre à la Syrie, il était de bon sens de terminer le travail en Irak d'abord.

Cependant le Congrès insistait pour serrer la vis à Damas, largement pour faire écho aux pressions des représentants israéliens et des groupes pro-Israël comme l'AIPAC. Sans le Lobby, il n'y aurait pas eu d'Acte anti-syrien et la politique américaine vis à vis de Damas aurait été plus conforme à ses intérêts nationaux.

L'Iran dans la ligne de mire

38 Equivalent de nos Affaires Etrangères

Les Israéliens ont tendance à décrire toute menace dans les termes les plus forts, mais l'Iran est largement perçu comme leur ennemi le plus dangereux, car le plus susceptible de se doter d'armements nucléaires. Presque tous les Israéliens voient un pays musulman du Moyen-Orient pourvu d'armes nucléaires comme une menace sur leur existence. Comme le ministre hébreu de la Défense Binyamin Ben-Eliezer le remarquait un mois avant la guerre d'Irak : « L'Irak est un problème ... mais vous devez comprendre, si vous me posez la question, que l'Iran est aujourd'hui plus dangereux que l'Irak ». Sharon commença à pousser publiquement les USA à la confrontation avec l'Iran en Novembre 2002, lors d'une interview agressive dans le *Times* de Londres. Décrivant l'Iran comme le « centre de la terreur dans le monde », occupé à acquérir l'arme nucléaire, il déclara que l'Administration Bush devrait abattre son bras sur l'Iran « le lendemain » de la conquête de l'Irak. A la fin Avril 2003, *Ha'aretz* rapportait que l'ambassadeur hébreu à Washington appelait désormais à un changement de régime en Iran. La chute de Saddam, notait-t-il, « ne suffisait pas ». Selon ses propos, l'Amérique « doit poursuivre. Nous avons toujours de fortes menaces de cette ampleur venant de Syrie, venant d'Iran ».

Les néo-conservateurs eux non plus ne perdirent pas de temps à poser la question d'un changement de régime à Teheran. Le 6 Mai, l'AEI co-parraina une réunion d'une journée entière sur l'Iran avec le mouvement pro-israélien 'Fondation pour la Défense des Démocraties' et le Hudson Institute. Les orateurs étaient tous fortement pro-israéliens, et nombreux furent ceux qui appelèrent les USA à installer un régime démocratique en Iran. Comme d'habitude, il y eut des tas d'articles d'éminents néo-conservateurs posant la question de s'attaquer à l'Iran. Par exemple, William Kristol écrivit dans le *Weekly Standard* le 12 Mai que « la libération de l'Irak était le premier grand combat pour le futur Moyen-Orient ... mais le prochain grand combat - pas militaire, souhaitons-le – ce sera l'Iran ».

L'administration Bush a répondu aux pressions du Lobby en travaillant pendant ce temps à clore le programme nucléaire iranien. Mais Washington a obtenu peu de résultats, et l'Iran semble déterminé à acquérir un arsenal nucléaire. Comme conséquence, le Lobby a poussé ses pressions sur le gouvernement U.S., usant de tous les outils de sa panoplie. Les éditorialistes et leurs articles prédisent maintenant d'imminents périls venant d'un Iran nucléarisé, mettent en garde contre toute conciliation avec un régime « terroriste », et noircissent le tableau, recommandant des actions préventives en cas d'échec de la diplomatie.

Le Lobby est aussi à l'action auprès du Congrès pour qu'il approuve l' « Acte de soutien à la liberté pour l'Iran », qui permettrait d'étendre les sanctions contre ce pays. Les dirigeants israéliens annoncent aussi qu'ils pourraient prendre des initiatives préventives si l'Iran poursuivait sa quête nucléaire, déclarations partiellement destinées à ce que Washington reste attentif à ce problème.

On pourrait avancer qu'Israël et le Lobby n'ont pas besoin d'influencer la politique américaine envers l'Iran, car les Etats-Unis ont leurs propres raisons pour que l'Iran reste hors du cercle nucléaire ... c'est vrai en partie, mais les ambitions nucléaires de l'Iran ne constituent pas une menace sur l'existence des USA. Si ceux-ci ont pu vivre avec des états nucléarisés comme l'Union Soviétique, la Chine, ou même la Corée du Nord, alors ils peuvent assumer aussi l'Iran ! Et c'est pourquoi le Lobby doit continuellement faire pression sur les politiciens américains pour qu'ils s'en prennent à Téhéran. Il est peu probable que l'Iran et les Etats-Unis seraient alliés si le Lobby n'existait pas, mais la politique américaine serait plus modérée, et une guerre préventive ne constituerait pas une option sérieuse.

En résumé

Il n'est pas surprenant qu'Israël et ses supporters américains veuillent que les Etats-Unis prennent en compte la totalité des menaces sur la sécurité d'Israël. Si leurs efforts pour infléchir la politique U.S. réussissent, alors les ennemis d'Israël sont affaiblis ou renversés, Israël a les mains libres avec les Palestiniens, et les USA prennent en charge la plus grande part des combats, des morts, des reconstructions, et des dépenses.

Mais même si les Etats-Unis échouent à transformer le Moyen-Orient et se trouvent en conflit avec un monde arabo-musulman de plus en plus radicalisé, Israël s'en sort encore protégé par la seule super-puissance mondiale ... ce n'est donc pas un résultat idéal dans la perspective du Lobby, mais il est objectivement préférable que Washington prenne ses distances avec Israël, ou use de son pouvoir pour le forcer à faire la paix avec les Palestiniens.

CONCLUSION

Le pouvoir du Lobby peut-il être amoindri ? On aimerait le penser, au vu de la débâcle irakienne, du besoin objectif de reconstruire l'image des USA dans le monde arabo-musulman, et des révélations récentes sur les communications par des représentants de l'AIPAC d'informations secrètes sur le gouvernement U.S. aux Israéliens. On pourrait aussi penser que la mort d'Arafat et l'élection d'un Abou Mazen plus modéré conduirait Washington à faire pression vigoureusement et équitablement pour un accord de paix. En bref, il y a largement assez d'espace pour permettre aux dirigeants U.S. de prendre leurs distances vis à vis du Lobby et adopter une politique du Moyen-Orient plus en cohérence avec les intérêts américains au sens large. En particulier, user de la puissance de ce pays pour installer une paix juste entre Israël et les Palestiniens aiderait à progresser vers les objectifs globaux de lutte contre l'extrémisme et de promotion de la démocratie au Moyen-Orient.

Mais ceci n'est pas près d'arriver à court terme. L'AIPAC et ses alliés (y compris les chrétiens sionistes) n'ont pas d'opposants sérieux dans le monde du lobbying. Ils savent qu'il est devenu plus difficile de plaider le cas d'Israël aujourd'hui, et ils y font face en étendant leurs activités et leurs effectifs. Qui plus est, les politiciens américains restent très sensibles aux campagnes et autres formes de pression politique, et les officines des média resteront vraisemblablement en faveur d'Israël, quoi que ce pays fasse.

Cette situation est profondément inquiétante, car l'influence du Lobby a des effets néfastes sur plusieurs fronts. Elle accroît le danger terroriste auquel tous les états ont à faire face – y compris les alliés européens des USA. En empêchant les leaders américains de faire pression sur Israël pour faire la paix, le Lobby a aussi rendu impossible la fin du conflit israélo-palestinien. Cette situation donne aux extrémistes un puissant argument de recrutement, peuple les rangs des terroristes potentiels et de leurs sympathisants, et nourrit le radicalisme islamiste à travers le monde.

Bien plus, la campagne du Lobby pour un changement de régime en Iran et en Syrie pourrait amener les Etats-Unis à attaquer ces pays, avec des effets potentiellement désastreux. Nous n'avons pas besoin d'un nouvel Irak ! A tout le moins, l'hostilité du Lobby envers ces pays rend particulièrement difficile pour Washington de les mettre de leur côté contre la subversion d'Al Quāida et des sunnites irakiens, alors que leur aide serait fortement utile.

Il y a là aussi une dimension morale. Grâce au Lobby, les USA sont devenus *de facto* ceux qui ont couvert l'expansion israélienne dans les territoires occupés, les rendant complices des crimes perpétrés contre les Palestiniens. Cette situation sape les efforts de Washington pour promouvoir et répandre la démocratie, et le fait paraître hypocrite quand il prêche aux autres états le respect des droits humains. Les efforts américains pour limiter la prolifération nucléaire paraissent eux aussi hypocrites, au vu de la bénédiction donnée à

l'arsenal nucléaire israélien - ce qui encourage l'Iran et les autres pays à acquérir des capacités similaires.

Bien plus, la campagne entreprise par le Lobby pour étouffer le débat sur Israël n'est pas saine pour la démocratie : baillonner les sceptiques par la mise en place de listes noires et de boycotts – ou par l'insinuation que les critiques sont anti-sémites – viole le principe de débat ouvert sur lequel repose la démocratie. L'incapacité du Congrès à mener un débat sincère sur ces questions vitales paralyse tout le processus démocratique de délibération. Les supporters d'Israël doivent être libres de défendre leur cause et de s'opposer à ceux qui n'y adhèrent pas ; mais la volonté d'étouffer le débat par l'intimidation doit être fermement condamnée par ceux qui croient à la libre parole et à la discussion ouverte sur les questions publiques importantes.

Au total, l'influence du Lobby a été négative pour Israël. Sa réussite à persuader Washington de soutenir une politique expansionniste a dissuadé Tel-Aviv de saisir les bonnes occasions – y compris un traité de paix avec la Syrie, et une application rapide et entière des accords d'Oslo - ce qui aurait épargné des vies israéliennes et vidé les rangs des extrémistes palestiniens. Nier aux Palestiniens leurs droits légitimes n'a certainement pas rendu plus sûr l'état hébreu, et la longue campagne destinée à tuer ou marginaliser une génération de leaders palestiniens a renforcé les groupes extrémistes comme le Hamas, et affaibli les rangs des leaders palestiniens disposés à accepter un règlement équitable et à le mettre en application. Ce parcours fait entrevoir le spectre affreux d'un Israël occupant un jour le banc des parias réservé jusqu'ici aux états d'Apartheid comme l'Afrique du Sud ... on peut dire ironiquement qu'Israël s'en sortirait mieux si le Lobby était moins fort et la politique américaine plus impartiale.

Mais il y a un rayon d'espoir ... certes le Lobby reste une force importante, mais les effets néfastes de son influence sont de plus en plus difficiles à cacher. Les états puissants peuvent s'entêter dans les politiques fautives pendant un bon bout de temps, mais on ne peut pas ignorer définitivement la réalité. Ce dont nous avons besoin, donc, c'est d'un débat sans fard sur l'influence du Lobby, et un débat plus ouvert sur les intérêts vitaux des USA dans cette région stratégique. Le bien-être d'Israël est au nombre de ces intérêts, mais pas son occupation permanente de la Cisjordanie, ni sa stratégie au niveau régional. Un débat ouvert permettra de cerner les limites d'une position stratégique et morale basée sur un soutien unilatéral, et pourrait bien amener les Etats-Unis à une attitude plus en cohérence avec ses propres intérêts nationaux, avec aussi les intérêts des autres pays de la région, tout autant que ceux d'Israël à long terme.